

**CONNECTER L'AVENIR®**

Cap sur le développement durable –  
rapport de 2011



## **FREEMPORT-McMoRAN COPPER & GOLD INC.**

Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. (Freeport-McMoRan ou l'Entreprise), dont le siège se trouve à Phoenix, en Arizona, fait partie des principales sociétés minières du monde. Nous avons développé une exploitation à long-terme de vastes réserves prouvées et probables de cuivre, d'or et de molybdène situées dans plusieurs zones géographiques. L'Entreprise dispose d'un portefeuille dynamique de projets d'exploitation, d'expansion et de croissance dans l'industrie du cuivre ; elle est le plus grand producteur mondial de molybdène.

Le portefeuille d'actifs de Freeport-McMoRan comprend le district minier de Grasberg en Indonésie, la plus grande mine de cuivre et d'or au monde, en termes de réserves récupérables, des opérations minières importantes en Amérique, y compris la grande région minière de Morenci en Amérique du Nord et les opérations de Cerro Verde et El Abra en Amérique du Sud, ainsi que le district minier de Tenke Fungurume en République Démocratique du Congo (RDC).

## **CADRE DU RAPPORT**

Ce rapport Cap sur le Développement Durable (WTSD) de 2011 fournit aux parties prenantes des informations succinctes sur nos programmes de durabilité, y compris sur les politiques arrêtées, les systèmes et les données de performance. Nous dressons un rapport sur les principaux axes sur lesquels nous travaillons pour relever certains défis et résoudre certains problèmes. Vous trouverez des informations supplémentaires sur notre site Web au [www.fcx.com](http://www.fcx.com), notamment des rapports thématiques spécifiques, des données sur la performance, des fiches d'information et des résumés d'affaires.

Les données présentées dans le présent rapport incluent les opérations primaires des filiales principales de Freeport-McMoRan : PT Freeport Indonésie (PTFI) et la personne morale Freeport-McMoRan pour la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011. Suite aux changements et corrections apportés à la méthodologie, les données de l'année précédente ont été mises à jour. La présentation et les comparaisons des données peuvent ne pas répondre aux besoins de toutes les parties prenantes ; nous encourageons ainsi les utilisateurs de ces données à envoyer leurs questions sur ce rapport au département en charge du développement durable à [sustainability@fmi.com](mailto:sustainability@fmi.com). Vos commentaires sont les bienvenus. Ils nous aideront à identifier les sujets qui vous intéressent et à améliorer la qualité de nos prochains rapports

## **GLOBAL REPORTING INITIATIVE**

Pour la quatrième année consécutive, notre rapport est conforme aux lignes directrices du Global Reporting Initiative (GRI) G3 sur la présentation des rapports et répond, pour la deuxième fois, aux exigences de la version 3.0 du Supplément du secteur mines et métaux. Vous trouverez des indicateurs de base dans ce rapport, dans d'autres documents source, ou directement sur notre site Web. Un index du contenu du GRI est disponible sur notre site Web. Nous avons auto-déclaré ce rapport, ainsi que le contenu référencé dans l'index du contenu du GRI, au niveau A+ des lignes directrices du GRI G3.

## **AUDIT EXTERNE**

Depuis 2005, Freeport-McMoRan a toujours cherché à ce que ses rapports sur le développement durable soient audités par des experts indépendants, y compris ses données de performance, ses déclarations sur ses procédures et réalisations ainsi que sa conformité aux lignes directrices du GRI. Nous mettons en œuvre, à travers toute l'entreprise, le Cadre de développement durable du Conseil International des Mines et Métaux (CIMM) dont les 10 Principes de développement durable. L'audit externe de notre rapport WTSD de 2011 a été effectué par Corporate Integrity, conformément à la Procédure de vérification du Cadre de développement durable du CIMM.

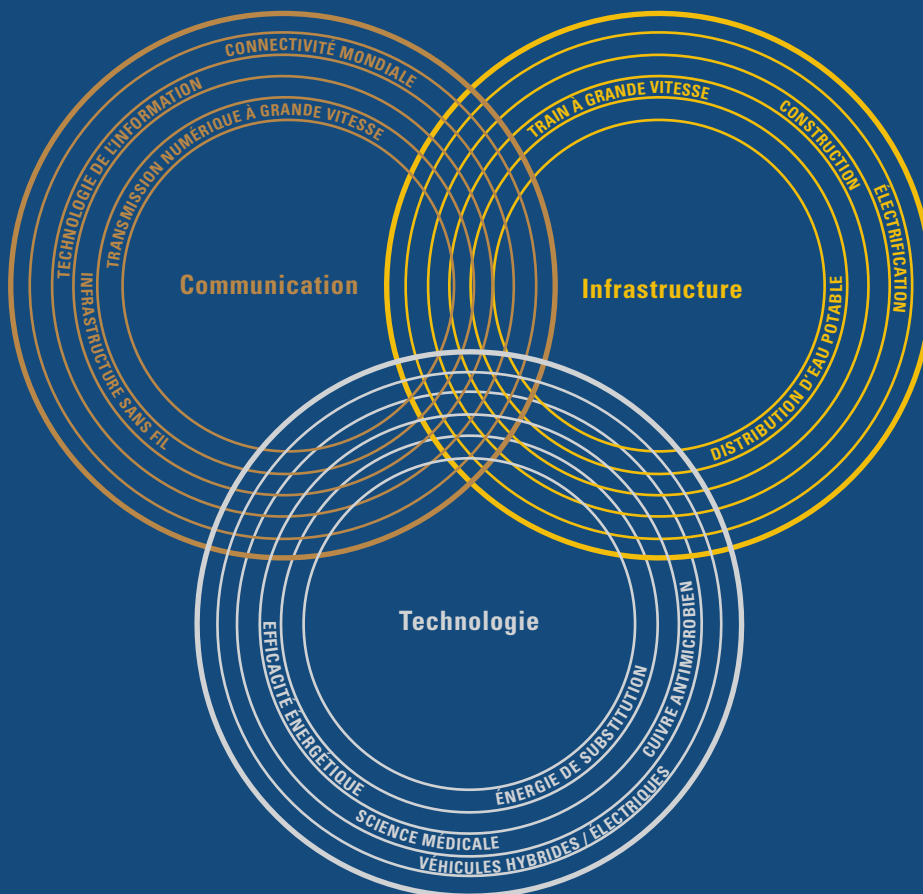
Depuis 2009, un audit externe des sites a été mené et, pour une fois, terminé dans toutes nos zones minières opérationnelles (à l'exception de notre mine de Climax dont l'exploitation a repris en 2012). Nous prévoyons de poursuivre cet audit dans toutes nos exploitations importantes au moins une fois tous les trois ans, avec une plus grande fréquence d'audit pour les exploitations présentant des opportunités ou des risques de durabilité plus importants. La déclaration d'audit 2011 se trouve à la page 32.

Photo de couverture : On trouve des villages et des activités agricoles locales au sein de la concession minière de Tenke Fungurume Mining (TFM) sur des zones où les résultats d'exploration pourraient identifier des zones minéralisées indispensables pour la future expansion minière. TFM, comme toutes les exploitations de Freeport-McMoRan, effectue des études d'impact environnemental et social (EIES) avant la construction de projets de développement ou d'expansion et met en œuvre des plans pour réduire les impacts tant environnementaux que sociaux. Dans le cadre de la procédure d'EIES, TFM a mis au point un Plan d'action pour la réinstallation (PAR) basé sur la législation de la RDC et les meilleures pratiques internationales, pour assurer un traitement éthique et équitable aux personnes physiquement ou économiquement déplacées par le projet.

## CONNECTER L'AVENIR®

Le cuivre, le molybdène et le cobalt font partie d'une chaîne d'approvisionnement dont dépend la société moderne. En tant que fournisseur important de ces métaux indispensables aux économies mondiales, Freeport-McMoRan est à l'avant-garde pour ce qui est de connecter l'avenir. La production et le transport d'électricité, nos moyens de communication et de transport et les infrastructures qui nous entourent dépendent tous des métaux que nous produisons. Le cuivre représente environ 78 % de nos recettes. À l'avenir, le cuivre continuera à être indispensable à ces utilisations de base et contribuera également de manière significative aux nouvelles technologies pour plus d'efficacité énergétique, pour promouvoir la communication et améliorer la santé publique. Le molybdène est extrêmement important pour le renforcement de l'acier et ajoute des propriétés de résistance à la corrosion à de nombreuses applications. Le cobalt est très utilisé dans l'industrie, comme un métal important des super alliages pour les moteurs à réaction, dans les soins de santé et dans les énergies de substitution.

Freeport-McMoRan s'est jointe aux leaders de l'industrie pour renforcer la contribution de l'industrie minière au développement durable – un fil conducteur que l'on retrouve dans toutes nos opérations. Au fur et à mesure que le niveau de vie mondial progresse, nous répondrons à l'augmentation de la demande pour nos produits et notre capacité à réduire ou à atténuer certains impacts sera remise en question de manière permanente. Dans ce rapport, nous présentons nos plus importants défis, réalisations et opportunités, en matière de durabilité.



# PRINCIPALES EXPLOITATIONS MINIÈRES

- Cuivre (Cu)
- Or (Au)
- Molybdène (Mo)
- Cobalt (Co)

- Morenci, Arizona ● ●
- Sierrita, Arizona ● ●
- Bagdad, Arizona ● ●
- Safford, Arizona ●
- Miami, Arizona ●

- Henderson, Colorado ●
- Climax, Colorado ●

- Tyrone, Nouveau-Mexique ●
- Chino, Nouveau-Mexique ●

- Cerro Verde, Pérou ● ●

- El Abra, Chili ●
- Candelaria, Chili ● ●
- Ojos del Salado, Chili ● ●

## RÉCAPITULATION DES CONTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES CLÉS DE 2011 PAR RÉGION D'OPÉRATIONS

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 (\$ millions)	Amérique du Nord <sup>(a)</sup>	Amérique du Sud	Indonésie	Europe	Afrique	Autres pays	Total
Paiements aux fournisseurs	3 645 \$	1 321 \$	953 \$	1 880 \$	528 \$	8 \$	8 335 \$
Salaires et avantages sociaux pour les employés	1 056	440	546	53	94	3	2 192
Paiements aux investisseurs :							
Dividendes	1 423	185	205	-	-	-	1 813
Intérêts	318	1	3	15	8	-	345
Paiements aux gouvernements <sup>(b)</sup>	441	1 180	2 015	2	44	1	3 683
Investissements dans les communautés	26	47	101	-	17	-	191
<b>Contributions économiques directes</b>	<b>6 909 \$</b>	<b>3 174 \$</b>	<b>3 823 \$</b>	<b>1 950 \$</b>	<b>691 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>16 559 \$</b>

Note : Ces montants ont été extraits principalement du chapitre des données du Rapport public de Freeport-McMoRan. Pour une divulgation du chapitre des données de Freeport-McMoRan selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR), il faut consulter les pages 170-174 de notre rapport 10 K de 2011.

(a) Comprend les résultats de la société-mère.

(b) N'inclut pas les taxes sur les salaires des employés, les dividendes, les taxes immobilières et autres taxes incluses dans les paiements aux fournisseurs et les dividendes. Un rapprochement avec les prévisions de paiements en cash aux gouvernements pour l'exercice 2011, donné la page 17, est présenté sur notre site Web.



Tenke Fungurume,  
République démocratique du Congo

Grasberg, Indonésie

### TABLE DES MATIÈRES

4	Lettre aux parties prenantes
6	Notre approche
9	Principaux défis en matière de durabilité
10	Objectifs de durabilité
12	Main-d'œuvre
14	Santé & Sécurité au travail
16	Déontologie des affaires
18	Sécurité et Droits de l'homme
21	Communautés
26	Environnement
32	Déclaration d'audit

Par définition, le développement durable a pour objet la réponse aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire à leurs propres besoins. « Connecter l'avenir » reprend ce concept comme thème tant de notre Rapport annuel de 2011 que de ce rapport Cap sur le développement durable. Ensemble, ils résument nos stratégies et nos programmes actuels pour relier le présent et l'avenir.

Tout d'abord, nous tenons à réfléchir sur le rôle direct de nos produits dans un avenir durable. Les progrès continus des technologies des énergies renouvelables, des véhicules électriques, des alliages plus solides et plus légers et des appareils de haute technologie appelant de l'imagination, suscitent de l'attention à l'échelle mondiale. Le cuivre, le molybdène et le cobalt sont indispensables à ces applications, et nous sommes un leader mondial pour la commercialisation de ces métaux. Notre portefeuille attrayant d'actifs à long terme et un profil de production en plein essor nous permettront de jouer un rôle croissant dans la fourniture de matériaux nécessaires pour soutenir et développer les économies du monde et pour nous « Connecter à l'avenir ». Nos employés sont fiers de leur contribution aux progrès sociétaux et à l'économie des régions où nous opérons.

Notre approche du développement durable associe trois éléments essentiels : une réussite économique à long terme, le renforcement des capacités des communautés locales et de la confiance sociétale grâce à l'engagement des parties prenantes, et l'amélioration de la performance environnementale. Procéder autrement mettrait en péril notre position comme une des principales sociétés minières internationales.

En ce qui concerne la réussite économique, nous avons réalisé une performance financière record en 2011 – notre deuxième année consécutive de résultats record. Dans la seconde moitié de l'année, nous avons fait face à une situation de travail difficile dans notre mine de Grasberg – le premier arrêt de travail de ce genre en plus de 40 ans d'exploitation en Papouasie, en Indonésie. Malgré le déficit de production qui en a découlé, nos opérations mondiales ont atteint de bons résultats et les prix des matières premières étaient élevés, ce qui a abouti à des résultats record. Nous travaillons à des projets d'expansion et nos programmes importants de forages d'exploration se poursuivent pour identifier les possibilités d'augmentation des réserves et d'accroissement de la production future.

En 2011, un certain nombre de fusillades par des agresseurs non identifiés a eu lieu le long de la route menant à nos opérations PTFI faisant neuf morts, parmi lesquels, malheureusement, des employés, des sous-traitants et des membres de la communauté. Le maintien de la sécurité est une exigence pour les opérations normales et c'est un sujet de préoccupation majeur pour notre direction, nos employés et les parties prenantes dans la communauté. Nous sommes un membre actif des Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme et nous continuons à travailler en collaboration avec le gouvernement et des partenaires au sein d'organismes non-gouvernementaux pour demander une enquête transparente et mettre fin à cette violence.

La sécurité de nos employés reste notre priorité numéro une. Malheureusement, cinq employés ont été tués dans des accidents du travail à PTFI en 2011. Bien que nous ayons, une fois de plus, amélioré notre fréquence des incidents déclarés sur l'ensemble de l'entreprise, un accident mortel est suffisant pour étouffer notre sentiment d'accomplissement dans l'amélioration de cette fréquence. Nous devons faire mieux et nos audits de sécurité d'entreprise ont été modifiés afin de mettre davantage l'accent sur la prévention des décès lors des opérations. Le nouveau protocole d'audit met un accent particulier sur l'importance à définir et à maintenir les mécanismes de contrôle des tâches comportant un risque important.

Un exemple de notre engagement à la sécurité et au développement des employés est le Freeport-McMoRan Mine Training Institute créé en 2011, près de Tucson, en Arizona. Il constitue à présent la plaque tournante du programme de formation technique nord-américaine de l'Entreprise et soutient notre philosophie de production sans risque. Cet Institut s'est calqué sur notre modèle performant, le Nemangkawi Mining Institute de Papouasie, en Indonésie.

Nos objectifs d'exploitation et de croissance ne peuvent être atteints sans de solides relations avec les communautés dans lesquelles nous opérons. Dans toutes nos opérations à travers le monde, l'engagement communautaire direct est la pierre angulaire pour l'identification des priorités de développement social et pour développer la confiance des parties prenantes. Les fonds d'investissements sociaux, gérés avec la participation de dirigeants locaux, sont au cœur de ce processus. En 2011, notre opération en RDC a lancé les premiers projets du fonds social communautaire TFM régi par un Conseil d'administration composé de représentants de l'Entreprise et de membres indépendants nommés par le gouvernement provincial et la communauté locale.

Nos contributions d'investissement communautaires mondiales ont totalisé près de 900 millions de dollars pour les cinq dernières années. Ces contributions volontaires sont parmi les plus élevées de l'industrie minière et montrent notre engagement à édifier des collectivités durables. Nous mettons l'accent sur le long terme, comme en témoigne le nouveau programme de formation professionnelle appelé « DreamBuilder », développé en partenariat avec la Thunderbird School of Global Management, à travers lequel nous espérons atteindre plus de 3 000 femmes chefs d'entreprise dans les collectivités locales du Pérou et du Chili. Grâce au Clinton Global Initiative, la fondation Freeport-McMoRan Copper & Gold a intégré une initiative appelée 100Kin10 – un effort multisectoriel visant à préparer, déployer et soutenir 100 000 excellents enseignants de sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) aux États-Unis au cours des 10 prochaines années. Dans le cadre de cette initiative, nous avons souscrit au moins 1,5 million de dollars au cours des trois prochaines années pour soutenir des programmes de perfectionnement professionnel du personnel enseignant mis en œuvre autour de nos opérations en Arizona, au Colorado et au Nouveau-Mexique.

Nous évaluons continuellement les moyens les plus efficaces de gérer les aspects environnementaux de toutes nos opérations. L'eau est rare dans de nombreuses régions où nous opérons. Des projets de partenariat, tels que le développement d'usines d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées au Pérou, montrent notre engagement envers l'infrastructure locale indispensable et l'utilisation efficace des ressources naturelles. En tenant compte de la situation critique de l'eau près de notre mine de Candelaria au Chili et de son influence sur le développement socio-économique de la région, nous sommes en train de construire une usine de dessalement de l'eau de mer pour le futur approvisionnement en eau de nos opérations.

Ce rapport aidera nos lecteurs à mieux comprendre les actions que nous posons dans la quête des solutions en amont et en aval. Nos employés jouent un rôle essentiel dans l'exécution de nos programmes de développement durable et le soutien de nos communautés rend l'ensemble possible. Notre culture et nos valeurs fournissent les orientations générales. Et enfin, les parties prenantes telles que vous nous donnent une perception nouvelle sur la manière dont nous pouvons nous améliorer. Nous apprécions vos commentaires sur ce rapport et sur notre approche consistant à mettre le cap sur le développement durable.

Respectueusement,



**James R. Moffett**  
*Président du Conseil  
d'administration*



**Richard C. Adkerson**  
*Président  
Délégué Général*



Le 14 juin 2012

La nature de notre activité a un impact sur l'environnement et les communautés autour de nos opérations. Nous atténuons les effets dans la mesure du possible, par le biais de mesures de contrôle et d'assainissement à la pointe du progrès. Nous développons les infrastructures, soutenons les efforts de santé, de sécurité et d'éducation et fournissons des emplois locaux et des opportunités de développement pour les entreprises. Les métaux que nous produisons sont essentiels pour une société durable, saine et à bon rendement énergétique.

Pour approvisionner les générations actuelles et futures en métaux essentiels, nous comptons sur nos objectifs opérationnels, nos principes et nos politiques, et nous améliorons sans cesse nos programmes de développement durable. Notre approche est axée sur trois domaines fondamentaux :

**Économique** – Utiliser notre expertise opérationnelle et financière, nos technologies et notre chaîne d'approvisionnement afin de nous assurer de rester une entreprise dynamique et durable.

**Social** – Travailler en toute sécurité et défendre et promouvoir les droits de l'homme. S'engager ouvertement et de façon transparente avec les intervenants internes et externes et tenir nos engagements pour bâtir la confiance. Cela accroît nos chances à obtenir les permis d'exploitation, indispensables à nos opérations, nous assure une main-d'œuvre dévouée et nous ouvre des perspectives d'affaires.

**Environnemental** – Évaluer constamment les aspects environnementaux tout au long du cycle de vie du projet, afin de minimiser les impacts négatifs et d'encourager les opportunités.

**Principes de conduite des affaires** Notre approche repose sur les valeurs fondamentales détaillées dans nos *Principes de Conduite des Affaires*. Ce document définit le système mondial des principes auxquels notre main-d'œuvre doit se conformer dans toutes les activités – qu'il s'agisse d'éviter des conflits d'intérêt ou de développer des relations positives dans les communautés locales. Nos politiques de soutien, ainsi que les normes et initiatives externes, forment le cadre général qui guide nos programmes de développement durable. Pour soutenir ce cadre, il y a des systèmes de gouvernance et de gestion internes, qui fournissent les détails essentiels sur la manière dont nous opérons.

**Comité en charge de la politique publique** Le Comité en charge de la politique publique de notre Conseil d'administration est chargé de superviser nos programmes de développement durable. Il examine les indicateurs clés de performance et est informé des défis et de nouveaux enjeux. En 2011, ce Comité a reçu plusieurs rapports et examiné de nombreux éléments, notamment les systèmes de sécurité et de santé au travail, des programmes environnementaux, des initiatives régionales de santé, nos programmes sociaux et de droits de l'homme à l'échelle mondiale, et nos investissements communautaires. Le Comité rend compte à notre Conseil d'administration, qui assure un contrôle sur toutes les matières à travers le monde, y compris la viabilité économique de notre Entreprise – le premier élément de notre approche en matière de développement durable.

**Équipe de responsables du développement durable** En 2011, l'équipe de responsables du développement durable de Freeport-McMoRan a été créée pour aider à promouvoir et à intégrer nos engagements de développement durable dans nos activités. L'équipe est sous le contrôle de notre vice-président exécutif et directeur général chargé de l'administration ; elle est dirigée par notre vice-président des Services environnementaux et de développement durable et comprend les présidents de l'entreprise et les cadres de la Sécurité, de la Chaîne d'approvisionnement, des Ressources humaines, de la Conformité, des Finances, du Développement durable et des Services environnementaux. Au cours de la même année, l'équipe a posé des actions déterminantes pour faciliter la mise en œuvre de nos programmes de développement durable et des initiatives externes connexes, y compris le Cadre de développement durable du CIMM. L'équipe a également reçu des rapports sur l'investissement socialement responsable (ISR) et évalue les moyens d'améliorer davantage les rapports et les communications avec la communauté ISR.

**Audits/Évaluations indépendantes** Afin de garantir le respect des engagements de notre politique et des objectifs fixés pour le développement durable, nous mettons en œuvre un assortiment de programmes d'audits et d'évaluation dans les domaines principaux. Par exemple, chaque opération importante doit subir, au moins tous les deux ans, un audit interne en profondeur des systèmes environnementaux, de santé et de sécurité au travail. Nous sommes également soumis à des évaluations indépendantes annuelles de notre Plan d'action pour la réinstallation à TFM en RDC. Nous continuons à engager des experts indépendants chargés d'examiner nos programmes, y compris nos efforts concernant les droits de l'homme, les exploitations artisanales et le développement communautaire.



**Mobilisation des parties prenantes** La concertation avec les parties prenantes sur des thèmes cruciaux pour l'industrie, tels que la transparence des revenus, les droits de l'homme, les ressources en eau et le développement communautaire, fait partie intégrante de la façon dont nous conduisons notre industrie. Nous croyons qu'une mobilisation efficace des parties prenantes peut aider à réduire les risques liés à la durabilité et améliorer nos efforts pour apporter une contribution globalement positive à la société. À la fin de 2011, nous avons engagé une entreprise externe spécialisée dans la mobilisation des parties prenantes pour examiner nos pratiques tant à l'international qu'au niveau local. Forts de cette assistance, nous développons des procédures pour améliorer notre approche d'identification des parties prenantes et d'interaction avec ces dernières. Cet effort se poursuivra pour inclure les membres de la communauté, les ONG, les investisseurs et les analystes socialement responsables, la représentation du travail, les initiatives concernant la durabilité, les employés et les organisations gouvernementales.

**Liste de contrôle du développement de projet pour le développement durable** Notre liste de contrôle du développement de projet est un processus que nous utilisons pour intégrer les considérations environnementales, sociales et économiques dans les projets de développement et d'expansion des mines. Ce processus aide à identifier les risques et opportunités principaux inhérents au projet, et en rapport avec le développement durable. Les plans d'action qui en résultent identifient des stratégies pour traiter les principaux risques et opportunités, avec des étapes identifiées à chaque stade de développement du projet, dès les études de préfaisabilité. Cet outil vient compléter notre Registre des risques du développement durable (voir ci-dessous). En 2011 et en 2012, avec des équipes de projet multidisciplinaires, nous avons mis cet outil en place pour huit grands projets d'agrandissement et nous intégrons actuellement des stratégies de développement durable tôt dans la planification de projet.

**Registre des risques du développement durable** Notre Registre des risques du développement durable est le principal moyen que nous utilisons pour identifier et déterminer les priorités parmi les défis environnementaux, sociaux et économiques et opportunités dans l'ensemble de nos opérations. Dans toute la Société, les équipes de direction locales utilisent la même procédure pour tenir des Registres des risques du développement durable axés sur les opérations en cours. Cette procédure prévoit un examen transversal et au niveau du site des risques opérationnels, en utilisant une matrice de risques comportant huit catégories de conséquences allant des dommages à la communauté ou dommages environnementaux, aux impacts financiers ou risques pour la réputation. Mais surtout, cet outil améliore également la prise de décision concernant la planification opérationnelle et l'allocation des ressources, en suivant les progrès réalisés dans la réduction des risques liés à la durabilité. Il favorise également l'identification des possibilités de tirer parti de nos ressources pour améliorer la mobilisation de la communauté et des parties prenantes, ainsi que les performances environnementales. En 2012, nous demandons à notre fonction d'audit interne d'examiner certains plans d'action issus du processus de Registre des risques du développement durable, pour nous assurer que nos programmes de développement durable traitent les questions fondamentales pour notre entreprise et les parties prenantes, de façon adéquate. Alors que nous faisons la synthèse des résultats au niveau du site, les points communs et les risques de durabilité matériellement distincts sont présentés sur notre Registre corporatif des risques du développement durable et suivis par la haute direction. Nos défis majeurs en matière de développement durable sont indiqués à la page 9 et décrits tout au long de ce rapport.

## De l'eau potable pour Arequipa, au Pérou



### Captage d'eau pour l'usine de traitement d'eau potable

À Arequipa, au Pérou, l'accès à l'eau potable est un défi majeur en raison de la croissance de la population et de ressources en eau limitées, dans le contexte d'un environnement aride. Le Rio Chili répond aux besoins en eau potable d'Arequipa, ainsi qu'aux besoins de l'agriculture, de l'industrie et des mines. Toutefois, la rivière a été contaminée en raison des rejets d'eaux usées résidentielles et industrielles non traitées.

À la suite d'échanges avec les gouvernements régionaux et locaux, les autorités locales et les agences de développement, Freeport-McMoRan s'est engagée à soutenir les coûts d'une nouvelle usine de traitement de l'eau potable pour desservir la population d'Arequipa, forte d'environ 1 million de personnes. En outre, un accord a été conclu avec le gouvernement péruvien pour le développement d'un réseau de stockage et de distribution de l'eau, qui est financé par l'association civile de Cerro Verde. L'association gère les contributions versées par Cerro Verde pour des projets qui mettent l'accent sur l'éducation et la formation, la santé, la préservation de la culture et les infrastructures de base. L'ensemble du projet devrait être achevé en 2012.

En 2011, Cerro Verde a conclu un accord avec le gouvernement régional d'Arequipa, le gouvernement national, le Servicio de Agua Potable y Alcantarillado de Arequipa S.A. (SEDAPAR) et d'autres institutions locales, afin de lui permettre de financer l'ingénierie et la construction d'une usine de traitement des eaux usées, si Cerro Verde poursuit ses projets d'agrandissement de concentrateur à grande échelle. Une fois que Cerro Verde aura obtenu une licence pour l'eau traitée, celle-ci servira à compléter son approvisionnement en eau actuel, pour accompagner l'agrandissement potentiel du concentrateur. Le traitement de ces eaux usées améliorerait la qualité de l'eau du Rio Chili et par la même les produits agricoles cultivés dans la région, et réduirait l'incidence des maladies d'origine hydrique. La réutilisation de l'eau de rejet est encouragée par le gouvernement péruvien comme un approvisionnement durable en eau pour le secteur minier.

Défis majeurs en développement durable		Page
<b>Exploitation minière artisanale</b>	À PTFI et TFM, des mineurs travaillent illégalement sur la concession minière ou dans les zones du projet, dans le cadre d'exploitations artisanales et à petite échelle. Ils ont un équipement et une expertise limités pour opérer dans des conditions dangereuses et sont susceptibles de créer des impacts environnementaux importants, ainsi que de mettre leur propre santé et sécurité en péril.	25
<b>Implication de la communauté et développement</b>	Nos programmes de développement économique et social répondent aux questions soulevées par les communautés et nous aident à maintenir de bonnes relations et à éviter l'interruption des opérations. Néanmoins, les revendications sociales ou l'instabilité dans les zones de nos activités peuvent avoir un impact négatif sur nos opérations minières.	21
<b>Corruption</b>	En tant que société minière internationale nos affaires peuvent être affectées par des problèmes liés à la corruption. La violation des lois anticorruption pourrait entraîner une responsabilité criminelle, d'importantes amendes et une peine d'emprisonnement. Le préjudice à la réputation résultant de la violation des lois anticorruption peut être important.	16
<b>Énergie et gaz à effet de serre</b>	De nouvelles exigences réglementaires ou une nouvelle législation liées aux émissions de gaz à effet de serre peuvent poser des risques associés à une augmentation du coût des matières premières et de l'énergie. L'énergie représente généralement environ 20 à 25 % de nos coûts consolidés de production de cuivre. Une incapacité à se procurer suffisamment d'énergie à des prix raisonnables pourrait nuire à nos bénéfices, à nos flux de trésorerie et à nos opportunités de croissance.	26
<b>Santé et Sécurité au travail</b>	La protection de la sécurité, de la santé et du bien-être de notre main-d'œuvre est une valeur fondamentale. Malgré une nouvelle année d'amélioration de notre fréquence des incidents déclarés (TRIR), nous avons malheureusement enregistré cinq accidents de travail mortels à PTFI en 2011.	14
<b>Relations de travail</b>	Les performances de notre entreprise peuvent être affectées par des réductions significatives de productivité ou des arrêts de travail prolongés. En 2011, PTFI a été affectée par des interruptions de travail, notamment un arrêt de travail de huit jours en juillet et une grève d'environ trois mois qui s'est terminée en décembre. Au quatrième trimestre 2011, il y a aussi eu une grève d'environ deux mois à Cerro Verde au cours de la négociation d'une nouvelle convention collective.	13
<b>Santé publique</b>	Des maladies comme le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose peuvent avoir des effets dévastateurs sur les communautés locales, y compris parmi notre personnel.	23
<b>Sécurité et droits de l'homme</b>	Entre juillet 2009 et février 2012, il y a eu 32 fusillades dans et autour du district minier de Grasberg, y compris le long de la route menant à nos installations d'extraction et de broyage, qui ont fait 15 morts et 56 blessés. Sans aucun rapport avec les fusillades mentionnées ci-dessus, au cours de la grève, un accident mortel s'est produit suite à un affrontement entre policiers et grévistes le 10 octobre 2011 et, par la suite, un autre employé blessé dans la confrontation est mort de cause inconnue. La sécurité de notre personnel est une préoccupation essentielle.	18
<b>Gestion des stériles et des rejets miniers</b>	Nous maintenons des systèmes pour gérer les impacts physiques ou chimiques associés aux stériles et aux rejets miniers, y compris la stabilité, les déversements éventuels, la génération de poussière et les impacts sur les eaux souterraines et de surface.	29
<b>Eau contaminée</b>	En présence d'air, d'eau et de bactéries naturelles, certains matériaux extraits peuvent générer un drainage rocheux acide (DRA) qui, s'il n'est pas correctement géré, peut nuire à l'environnement. Des infiltrations incontrôlées de solutions issues du process ou de sulfates peuvent également avoir un impact sur l'eau.	29
<b>Approvisionnement en eau</b>	Nos opérations nécessitent des quantités importantes d'eau pour l'extraction et le traitement du minerai et pour les installations auxiliaires. Nos opérations en Amérique du Nord et du Sud sont situées dans des zones où l'eau est rare et la concurrence importante entre les utilisateurs, y compris les communautés locales et l'agriculture, pour un accès permanent à l'eau.	28

Déontologie des affaires	État des lieux en 2011	Description du travail accompli	Échéance
Former chaque année 90 % des cadres et 33 % des non-cadres (par roulement) sur les <i>Principes de conduite des affaires</i> de Freeport-McMoRan	√	En 2011, 98 % des cadres et un tiers des employés non-cadres ont reçu une formation sur les <i>Principes de conduite des affaires</i> .	Prévu chaque année
Publier les paiements effectués aux gouvernements hôtes provenant de toutes les opérations minières actives à l'étranger dans le cadre de la transparence des revenus et l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (ITIE)	√	Chaque année, nous publions les documents de tous les paiements effectués à chaque pays où nous opérons (page 17). Nous soutenons également l'ITIE et participons à sa mise en œuvre en RDC, au Pérou et en Indonésie.	Prévu chaque année
<b>Main-d'œuvre</b>			
Augmenter le pourcentage des femmes dans nos effectifs, y compris la représentation dans les postes de direction à 15 %	En retard	Les femmes représentent 9 % de notre effectif et détiennent 11 % des postes de direction, un chiffre relativement inchangé ces dernières années.	Continu
<b>Santé &amp; Sécurité au travail</b>			
Zéro accident mortel	X	Nous avons déploré cinq accidents mortels en 2011.	Prévu chaque année
Atteindre une fréquence des incidents déclarés de 0,62 pour l'ensemble de la Société	√	Notre fréquence globale des incidents déclarés (0,61) dépasse notre objectif pour l'ensemble de la Société et s'est améliorée depuis 2010.	Prévu chaque année
<b>Droits de l'homme</b>			
Aucune violation des droits de l'homme dans nos opérations	√	À notre connaissance, en 2011, aucun employé ou sous-traitant de Freeport-McMoRan n'a commis d'acte en violation des droits de l'homme. Cependant, certains incidents ont été signalés et ont donné lieu à enquête, notamment des cas d'abus commis par le personnel de sécurité du pays hôte sur notre site en Indonésie. Des menaces et actes d'intimidation entre certains membres du personnel de PTFI ont également été signalés, avant, pendant et après la grève.	Prévu chaque année
Former tous les nouveaux employés affectés à la sécurité directement engagés par nos opérations en Indonésie et en RDC sur la politique et les procédures de la Société en matière de droits de l'homme	√	L'ensemble du nouveau personnel de sécurité sur nos opérations en Indonésie et en RDC a terminé la formation aux droits de l'homme et les employés déjà affectés à la sécurité ont suivi un cours de recyclage.	Prévu chaque année
Mettre en place un nouveau processus d'évaluation des risques de violation des droits de l'homme et améliorer la formation dans les sites en Indonésie et en RDC en 2011 et dans d'autres sites internationaux d'ici la fin de 2012.	En bonne voie	Des évaluations des risques pour les droits de l'homme ont été menées à PTFI et TFM en 2011. La partie évaluation des risques de l'instrument des directives d'application des Principes volontaires a également été testée à TFM au cours de l'année. Avec une aide extérieure, une formation supplémentaire et des programmes de renforcement des capacités ont été menés à PTFI comme à TFM.	2012
<b>Communautés</b>			
Investir (dans l'ensemble) 1 % de la moyenne du revenu des trois dernières années, comme indiqué dans les états financiers consolidés vérifiés de Freeport-McMoRan intégrés, dans des programmes communautaires, y compris des contributions en nature, et l'administration	√	En 2011, environ 191 millions de dollars ont été investis dans les programmes communautaires de toutes nos opérations, ce qui a dépassé notre objectif de 173 millions de dollars par 1 %. Le montant indiqué comprend tous les coûts administratifs et de redressement ainsi que des fonds communautaires alloués durant l'exercice financier de 2011.	Prévu chaque année
Effectuer des études réalisées par une société indépendante en utilisant une méthodologie plus performante pour évaluer les impacts économiques directs et indirects de toutes les opérations minières au niveau local, régional et national	En retard	Nos opérations au Chili et à TFM effectuent des études d'impact économique en 2012. Les études sont terminées pour toutes les autres opérations importantes.	2009
Élaborer des directives communautaires pour les projets d'exploration	En retard	Une ébauche de directives communautaires pour les projets d'exploration a été développée et devrait être officialisée en 2012.	2011
Préparer un plan de participation des Amérindiens pour les opérations aux États-Unis.	√	Un plan a été réalisé et nous consultons activement les tribus amérindiennes près de nos opérations en Arizona.	2011
Ajouter au moins deux nouveaux fonds d'investissement dans les communautés voisines de nos sites d'exploitation	√	En 2011, nous avons mis en place trois nouveaux fonds d'investissement communautaire en Arizona, au Nouveau-Mexique et au Colorado.	2011
Procéder à une évaluation globale initiale de l'exploitation minière artisanale dans la zone où se trouve notre projet en Indonésie, en coopération avec le gouvernement hôte et les parties prenantes communautaires	En retard	L'évaluation initiale menée par l'Université catholique d'Atma Jaya se poursuit en 2012. L'évaluation a été retardée en raison de la situation de sécurité tendue dans la région du projet à la fin de 2011. TFM, pour sa part, a lancé une étude initiale en 2012 pour aider à développer une meilleure compréhension des facteurs socioéconomiques et des risques liés à l'exploitation minière artisanale.	2011

Environnement	État des lieux en 2011	Description du travail accompli	Échéance
Zéro événements environnementaux importants (note de trois ou plus sur le Registre des risques du développement durable)	√	Nous n'avons pas eu d'événement environnemental à conséquence importante. Nous avons dû signaler 11 cas de fuites ou de déversements aux services spécialisés, selon les règlements applicables.	Prévu chaque année
Aucune pénalité de plus de 100 000 \$	X	En 2008, notre exploitation de Morenci a involontairement déversé une solution d'électrolyte dans le Lower Chase Creek, un ruisseau saisonnier qui est normalement à sec. Morenci a effectué un nettoyage approfondi du déversement. En 2011, l'opération a payé une amende d'un montant de 75 000 \$ et a convenu d'un projet environnemental complémentaire évalué à 75 000 \$.	Prévu chaque année
Préparer un inventaire de la biodiversité et un plan de gestion des terres pour toutes les opérations d'exploitation minière actives	En retard	Des inventaires de la biodiversité ont été réalisés pour tous les sites d'exploitation minière actifs, en 2010. Des plans de gestion des terres devraient être achevés pour ces opérations minières d'ici la fin de 2012.	2011
Examiner nos cinq principaux sous-traitants et fournisseurs stratégiques, afin de déterminer leur harmonisation avec la politique de Freeport-McMoRan, les communications au CDP des émissions de gaz à effet de serre et les rapports sur l'eau, et les possibilités de gestion responsable des matières dans notre chaîne de valeur	√	Des enquêtes sur nos 10 principaux fournisseurs stratégiques ont permis d'identifier certaines possibilités pour une meilleure harmonisation avec la politique de la Société et les méthodes de rapport sur le développement durable ; ces possibilités seront explorées en 2012.	2011
Les opérations ont accordé la priorité à l'usage du processus du Registre des risques en développement durable dans la mise en œuvre d'un plan de gestion et de conservation de l'eau.	En bonne voie	Des modèles de bilan hydrique et de plans de gestion de l'eau devraient être achevés dans toutes les opérations prioritaires à la fin de 2012.	2012
Établir deux installations d'énergie renouvelable sur les propriétés liées aux activités minières	√	Des installations d'énergie solaire ont été achevées en 2011 sur notre mine de Bagdad et à Ajo (opérations fermées) en Arizona. D'autres projets d'énergies renouvelables sont en cours d'évaluation, notamment une importante étude d'énergie hydroélectrique en Papouasie, en Indonésie, près de PTFL.	2014
Identifier et réaliser un projet substantiel de compensation carbone en Papouasie en Indonésie	En retard	Du fait de l'incertitude politique et des parties prenantes, l'identification et la réalisation d'un projet continue à être difficile.	2016
Pour les sites ayant des émissions directes de CO <sub>2</sub> -e (équivalents dioxyde de carbone) dépassant 100 000 tonnes métriques par an, préparer un plan d'émissions des gaz à effet de serre qui optimise les émissions relatives aux combustibles allant de pair avec un plan de production minière à long terme	Objectif supprimé	Nous répondons à une demande accrue de produits, si bien que nos plans d'exploitation minière indiquent un transport minier plus long et plus raide pour augmenter la capacité de production. En conséquence, nos émissions directes devraient augmenter. Notre groupe de travail GES continue à engager directement le dialogue avec les fournisseurs d'équipement mobile sur les possibilités d'économie de carburant. À l'heure actuelle, les plans au niveau du site ne seront pas élaborés, compte tenu des contraintes physiques et technologiques pour des réductions d'émissions significatives. Veuillez consulter la section Énergie et gaz à effet de serre, page 26, pour davantage d'informations.	S/O
Effectuer des audits sur l'efficacité énergétique dans les grandes opérations d'ici la fin de 2012 et mettre en œuvre des projets d'amélioration prioritaires d'ici 2014	Objectif supprimé	Le broyage et la solution d'extraction/electrowinning sont les processus consommant le plus d'énergie dans nos installations. D'après de récentes conclusions d'audit énergétique, à l'avenir, l'évaluation mettra l'accent sur les possibilités d'efficacité énergétique potentielles associées à ces processus et les vérifications de l'ensemble du site ne sont plus nécessaires. Veuillez consulter la section Énergie et gaz à effet de serre, page 26, pour davantage d'informations.	NA

Nous ne parlons pas de nos anciens objectifs annuels récurrents pour terminer le travail régulier de remise en état et d'assainissement, car ces projets sont prévus et exécutés comme une activité continue.



Notre exploitation de Candelaria au Chili a établi un partenariat avec l'Université d'Antofagasta pour mettre sur pied un nouveau programme de formation de talents, destiné à former les membres des communautés locales désireux de travailler dans l'industrie minière. Photo : Ana María Rojas, habitante de Copiapó, reçoit une formation à la conduite de camion de transport.

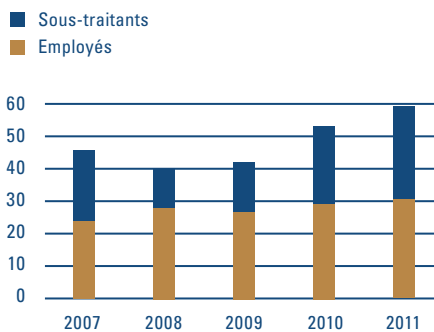
Notre succès, en tant qu'importante société minière internationale, dépend de notre capacité à attirer, à retenir et à motiver les employés. Il y a concurrence mondiale importante pour les talents dans le secteur minier et nous cherchons à rester un employeur de choix pour les gens, à tout moment de leur carrière. Pour conserver cet avantage concurrentiel, nous nous efforçons d'offrir un environnement de travail sûr et gratifiant et des possibilités de développement tant personnel que professionnel aux employés.

### Diversité et Recrutement local

Nous opérons dans des pays où les populations ont des origines ethniques, religieuses et culturelles diverses et nous sommes souvent le plus grand employeur pour les communautés locales. La diversité des antécédents et des perspectives de nos employés est un atout. Nous nous efforçons de pourvoir tous les postes localement, car cette pratique favorise la compréhension des cultures locales et vient compléter notre engagement de longue date envers la participation et le développement communautaire. PTFI, par exemple, emploie le plus grand effectif de toutes les opérations de Freeport-McMoRan. Située dans la province éloignée de Papouasie, en Indonésie, PTFI a développé une politique consistant à donner la priorité d'embauche à des Papous autochtones. À la fin de l'exercice 2011, 99 % des employés de PTFI étaient Indonésiens et, parmi eux, 32 % étaient des Papous autochtones. Dans notre exploitation de TFM en RDC, 98 % de nos employés sont des citoyens congolais. Nous employons également plus de 200 Amérindiens dans nos exploitations aux États-Unis.

### Composition de la main-d'œuvre au 31 décembre

En milliers de travailleurs

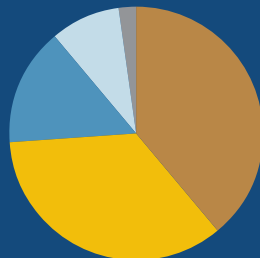


Les femmes sont traditionnellement sous-représentées dans le secteur minier et nous continuons à rechercher les moyens de recruter des femmes et de favoriser leur développement de carrière dans notre Société. Plusieurs femmes occupent des postes de direction importants au sein de notre organisation, notamment notre directrice financière. Alors que nous avons employé davantage de femmes, le pourcentage de femmes dans notre Société est stable à 9 %, ce qui est inférieur à notre objectif de 15 %. En 2012, nous augmentons notre participation à des événements de recrutement et à des salons de l'emploi axés sur la diversité.

Nous interdisons la discrimination et le harcèlement et nos *Principes de conduite des affaires* et notre politique en matière des droits de l'homme exigent que tous les employés traitent tout le monde dans et autour de nos opérations avec dignité et respect. En 2011, parmi les rapports présentés par le Service de conformité de Freeport-McMoRan, 41 concernaient des accusations de harcèlement ou de comportement discriminatoire. Cinq des rapports contenaient des accusations qui ont été corroborées et des actions disciplinaires et des mesures de réparation appropriées ont été prises.

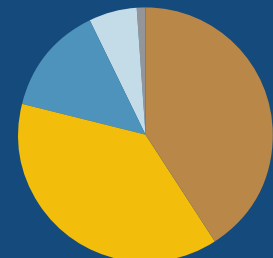
### Employés (environ 31 800) au 31 décembre 2011

- 39% Indonésie
- 35% Amérique du Nord
- 15% Amérique du Sud
- 9% Afrique
- 2% Europe/Autre



### Sous-traitants (environ 27 800) au 31 décembre 2011

- 41% Amérique du Sud
- 38% Indonésie
- 14% Afrique
- 6% Amérique du Nord
- 1% Europe/Autre



## Relations de travail

Notre effectif a augmenté pour atteindre environ 31 800 employés et 27 800 sous-traitants à la fin de l'année 2011. Environ 49 % de nos employés dans le monde entier travaillent dans le cadre de conventions collectives et nous travaillons en collaboration avec les représentants du travail de 20 syndicats. Notre politique est d'assurer un traitement et des conditions de travail équitables pour tous les employés, notamment le droit à la liberté d'association et à la négociation collective. Les employés ont le droit d'exercer leur liberté d'association dans toutes nos opérations.

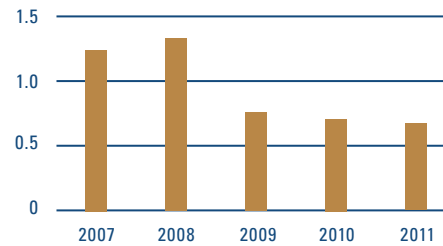
En 2011, PTFI a été affectée par des interruptions de travail, notamment un arrêt de travail de huit jours en juillet et une grève d'environ trois mois qui s'est terminée en décembre. Pendant la grève, nos opérations ont connu des troubles civils, des blocus au niveau des transports, le sabotage d'importantes installations d'exploitation et la violence. À la mi-décembre, un accord sur les conditions financières d'une nouvelle convention collective de deux ans pour les travailleurs de PTFI a été conclu et les parties ont convenu que les futures négociations salariales reposeraient sur le coût de la vie et la compétitivité des salaires en Indonésie. Même si un accord sur une nouvelle convention collective a été conclu, PTFI a connu des interruptions de travail au début de 2012, dans le cadre de ses efforts pour revenir à son fonctionnement normal. Les opérations et la productivité de PTFI ont été améliorées et un plein fonctionnement, qui est tributaire du maintien de la sécurité et de la productivité sur le lieu de travail, est actuellement en cours de rétablissement.

Au quatrième trimestre 2011, il y a eu une grève d'environ deux mois à Cerro Verde au cours de la négociation d'une nouvelle convention collective. La grève n'a pas eu d'impact significatif sur la production et une nouvelle convention de trois ans a été conclue avec le syndicat à la fin décembre.

En octobre 2011, les employés du département de mécanique travaillant dans notre fonderie de Miami ont participé à une élection pour déterminer s'ils voulaient être représentés par la Fraternité internationale des chaudronniers. Parmi les 102 votes exprimés par les employés lors de cette élection, une majorité a voté contre la représentation par le syndicat.

### Fréquence des incidents déclarés (TRIR)

(y compris les sous-traitants)



TRIR = [(Accidents mortels + Incidents entraînant un arrêt de travail + Incidents avec restriction de travail + Traitement médical + Maladies professionnelles) \* 200 000] / Heures totales de travail

La sécurité de notre main-d'œuvre est une valeur fondamentale et nous pensons que la sécurité et la performance de santé sont des indicateurs importants de la bonne gestion d'une entreprise. Notre objectif est zéro accident du travail et zéro maladie professionnelle. Nos programmes de formation, d'audit, d'enquêtes sur les accidents, d'identification des dangers et d'évaluation des risques, ainsi que des mesures incitatives à la sécurité au travail, constituent un pivot de la production sécuritaire.

La sécurité au travail relève de la gestion hiérarchique directe et va de haut en bas ; elle est mise en œuvre par une structure formelle qui commence par notre Politique en matière de sécurité au travail et santé. Notre Conseil d'administration exige ces audits complets pour s'assurer que le système de gestion de la sécurité au travail est efficace, que les failles sont identifiées et que les ressources sont mises en place pour atteindre les objectifs de la politique de l'entreprise. Les audits indépendants sont accompagnés d'audits internes continus sur la sécurité au travail et d'inspections axées sur les dangers spécifiques ou sur les opérations fonctionnant en dessous des objectifs fixés de sécurité au travail.

Pour 2011, notre TRIR (y compris les sous-traitants) était de 0,61 pour 200 000 heures de travail, par rapport à la moyenne provisoire du secteur des mines et métaux de 2,29, telle que rapportée par la U.S. Mine Safety and Health Administration (MSHA) pour 2011.

### Système de gestion de la santé et de la sécurité au travail

Basé sur la norme OHSAS 18001 (Occupational Health and Safety Assessment Series), notre HSMS constitue un cadre pour gérer les risques et les obligations de conformité. Dès la fin de l'année 2011, tous les sites d'exploitation ont atteint une certification OHSAS 18001 (accréditée) pour leurs systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail, à l'exception de TFM (des restrictions sur les déplacements liées à une élection nationale en RDC ont été un facteur reportant la vérification de certification finale de TFM à la première moitié de 2012). En 2011, les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail de tous les principaux sites en opération ont fait l'objet d'une vérification indépendante par un registraire accrédité. En outre, des vérifications indépendantes de sécurité et de santé ont été menées dans 15 sites selon le protocole d'audit couvrant la santé et la sécurité de Freeport-McMoRan.

### Prévention des accidents mortels

En 2011, nos vérifications de sécurité ont été modifiées afin de mettre davantage l'accent sur les efforts de prévention des accidents mortels. Le nouveau protocole de vérification met un accent particulier sur l'efficacité de la définition et du maintien de contrôles essentiels pour les tâches comportant un risque important et les efforts pour tirer une leçon des événements potentiellement fatals (Potentially fatal event – PFE) s'étant produits sur d'autres opérations. Nous avons amélioré nos processus afin de partager les facteurs de causalité et les plans d'action pour chaque PFE dans toute l'organisation.

Les efforts de prévention des accidents mortels nous ont aidés à identifier un certain nombre de « Risques importants au niveau mondial ». Il s'agit de tâches qui sont effectuées sur de nombreux sites et qui ont le potentiel de causer des blessures graves ou la mort si elles ne sont pas gérées correctement. Par exemple, une de nos opérations a connu un cas de blessure mortelle liée à la manutention des tuyaux de polyéthylène à haute densité (PEHD) en 2010, et nous avons connu des quasi-accidents graves ou des blessures potentiellement graves lors de la manutention de tuyaux en PEHD sur d'autres sites. En 2011, nous avons mis au point des directives complètes pour la manipulation des tuyaux en PEHD et mis en œuvre un processus de vérification pour nous assurer qu'elles étaient mises en œuvre efficacement dans toutes les opérations où le PEHD est utilisé. Des documents d'orientation similaires ont été développés pour les risques liés à l'explosion, aux travaux d'électricité et à la gestion de la fatigue, parmi d'autres. Des processus de vérification complète sont actuellement développés pour chaque « Risque important au niveau mondial ».



Même avec un TRIR global exceptionnel pour 2011, cinq personnes ont perdu la vie dans des accidents du travail sur notre exploitation de PTFI :

**Mine de Grasberg** Un employé a été mortellement blessé en manipulant un camion de transport lors du processus de déchargement de morts-terrains sur un remblai de stériles. Le camion a reculé par inadvertance par-dessus le remblai et s'est immobilisé à sa base, environ 90 m en contre-bas.

**Division souterraine** De fortes précipitations ont amené l'eau de pluie à pénétrer dans la couche géologique fracturée au-dessus de la mine souterraine de DOZ, ce qui entraîne une accumulation de matériel fin et humide dans le minerai au-dessus d'un point de soutirage de la mine. Deux mille huit cents mètres cubes de boue se sont brusquement écoulés hors du point de soutirage et déversés dans une galerie de production, engoutissant deux employés.

**Division souterraine** Mille six cents mètres cubes de terre végétale, de végétation et de roches se sont détachés du flanc de la montagne au-dessus d'une route couramment utilisée. Le glissement de terrain n'était pas lié aux activités d'exploitation minière ; des pluies abondantes, des pentes abruptes et la géologie souterraine ont contribué à l'événement. Lorsque la coulée de débris a atteint la route, elle a balayé un véhicule léger par dessus le talus et jusqu'au fond de la vallée, 150 mètres en contre-bas. Le conducteur et un sous-traitant chargé du développement souterrain ont été mortellement blessés par l'impact.

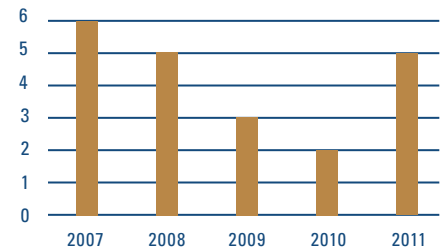
**Division souterraine** Un sous-traitant chargé du développement de la mine était en train de garer une pièce d'équipement mobile. Il a, par inadvertance, laissé une vitesse enclenchée sans actionner le frein de stationnement et est sorti du véhicule pour abaisser les vérins hydrauliques et immobiliser le véhicule. Alors qu'il descendait de la cabine, il a activé le commutateur de ralenti rapide, afin d'aider les vérins hydrauliques. Cela a fait avancer le véhicule et l'a projeté contre un autre véhicule, causant des blessures mortelles.

## Santé au travail

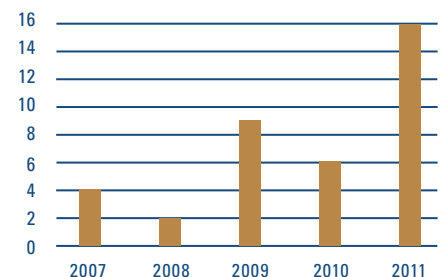
Les opérations de Freeport-McMoRan doivent évaluer le risque d'exposition à des dangers pour la santé au travail et mettre en œuvre des outils de contrôle adéquats pour toute la main-d'œuvre à risque. Notre *Guide de terrain sur la santé et l'hygiène industrielle*, mis à jour en 2011, définit les limites d'exposition professionnelle, les normes et les pratiques qui s'appliquent à l'échelle mondiale. Les expositions en question peuvent être des agents chimiques, biologiques ou physiques et inclure des dangers pour la santé tels que l'acide, les métaux, la poussière, le bruit, les vibrations et le gaz. Nous utilisons une hiérarchie des limites ; le premier niveau concerne les limites d'exposition réglementaires définies par les diverses juridictions dans lesquelles la Société évolue. Elles sont considérées comme nos normes minimales acceptables. Lorsqu'une norme réglementaire est absente ou reconnue comme inadéquate, nous adoptons des normes internes nous permettant d'atteindre un niveau plus élevé de protection de la main-d'œuvre.

Il y a eu seize cas de maladies professionnelles en 2011. L'augmentation du nombre de cas par rapport à 2010 est en partie attribuable à une classification plus précise des événements comme maladie plutôt que comme blessure. La Société a normalisé les définitions des blessures et des maladies en se basant sur les définitions de la MSHA. Parmi les maladies signalées, 10 cas étaient des expositions aux agents chimiques (un événement a exposé cinq individus à de faibles concentrations de dioxyde de soufre, un événement transitoire sans conséquence importante ou à long terme), quatre résultaient de l'exposition à la chaleur, un était un stade précoce de silicose et l'autre était lié à des traumatismes répétés. Tous ces cas étaient transitoires et ont été traités comme des événements de premiers secours demandant un traitement médical minimal. Chaque incident a fait l'objet d'une procédure d'analyse de la sécurité du travail par des spécialistes de la santé et de la sécurité pour mieux définir et promouvoir la reconnaissance des risques et mettre en œuvre des contrôles pour empêcher qu'ils se reproduisent, le cas échéant.

**Accidents du travail mortels**  
(y compris les sous-traitants)



**Cas de maladies professionnelles**  
(y compris les sous-traitants)



Freeport-McMoRan s'engage au plus haut niveau de respect de la déontologie et du droit. Nos *Principes de conduite des affaires* sont un engagement envers l'intégrité et définissent le comportement attendu de tous les employés et de notre Conseil d'administration. Nous mettons en œuvre un programme de formation dynamique à nos *Principes de conduite des affaires* incluant une certification annuelle des cadres. En 2011, ce processus se composait d'une formation assistée par ordinateur, ainsi que d'une attestation que l'employé comprend les *Principes de conduite des affaires* et ne connaît l'existence d'aucun problème. Cette formation est également dispensée chaque année à environ un tiers de nos employés non-cadres, par roulement ; elle est également obligatoire pour toutes les nouvelles recrues.

La corruption est parfois très répandue dans les cultures et les systèmes locaux près de nos opérations, particulièrement dans les pays en développement. Nous ne tolérons pas l'offre ou les versements de pots-de-vin, les ristournes, ou autres paiements semblables à une personne ou organisation, ou à une autorité gouvernementale, pour obtenir des avantages inappropriés pour notre entreprise. De même, nous n'acceptons pas ces paiements. Notre politique de lutte contre la corruption et ses lignes directrices aident à assurer la conformité à l'U.S. Foreign Corrupt Practices Act (la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) de 1977 et autres lois anti-corruption pertinentes, y compris les lois locales.

En 2011, la Société a désigné des responsables de la conformité pour chacune de ses unités d'affaires principales afin d'aider à la gestion des activités de conformité. En outre, nous avons conçu la formation pour adapter les thèmes et le centre d'intérêt de notre programme de lutte contre la corruption aux stagiaires spécifiques, suivant leur métier. Les trois types de formation à nos politiques et à nos procédures de lutte contre la corruption sont : de base (dans le cadre de notre formation aux *Principes de conduite des affaires*) ; prise de conscience (pour les employés plus susceptibles de par leur poste de rencontrer des problèmes de corruption) ; et gardien (pour les comptables, les avocats et les gestionnaires ayant la responsabilité des procédures d'approbation et des contrôles internes).

Par exemple, en 2011, nous avons organisé une formation de sensibilisation à TFM pour les services, y compris les Relations avec le gouvernement, Service de voyage aérien, l'Immigration, les Ressources humaines et la Logistique. Une formation de gardien a également été menée en petits groupes pour le Service juridique, la Comptabilité et personnel de la haute direction. En outre, plusieurs cours ont eu lieu pour les sous-traitants extérieurs de TFM. Cette formation de lutte contre la corruption à TFM a touché plus de 115 employés et sous-traitants. Une formation de lutte contre la corruption a également été faite à Cerro Verde et pour l'équipe de direction de molybdène de Climax. La formation de sensibilisation à la corruption a été reportée à PTFI en raison de perturbations du travail et a été reprogrammée pour le deuxième trimestre de 2012.

Freeport-McMoRan maintient un service téléphonique pour fournir des conseils et une assistance à sa main-d'œuvre pour toute question ou préoccupation relatives à nos *Principes de conduite d'affaires* et aux politiques connexes. Afin de garantir que les violations potentielles de la conduite d'affaires sont rapportées, nous offrons également une possibilité de signalement anonyme par le biais de notre système de conformité. En 2011, 255 rapports ont été présentés par le Service de conformité de Freeport-McMoRan, relatifs à divers sujets, comme le comportement des employés sur le lieu de travail et les mesures disciplinaires, l'environnement, la santé et la sécurité, la protection des actifs de la Société et les conflits d'intérêts. Tous les rapports donnent lieu à enquête et, si corroborés, des mesures disciplinaires sont prises, pouvant aller jusqu'à la cessation de la relation de travail.

En plus de notre Service de conformité, nos responsables de la conformité du site travaillent en étroite collaboration avec le groupe de conformité de la Société, pour enquêter sur des incidents potentiels de corruption. Par exemple, un acheteur principal situé dans un bureau d'appui régional pour TFM en Afrique du Sud a été congédié pour conduite inappropriée lié à des demandes de prêt auprès d'un fournisseur. Quatre prêts avaient été demandés au fournisseur, dont trois avaient été fournis mais pas remboursés. La quatrième demande comprenait un résumé d'affaires d'une valeur d'environ 680 000 dollars récemment accordée au fournisseur avec une demande de paiement en retour. Dans un autre incident pendant une vérification d'inventaire et une enquête menée dans l'entrepôt de TFM à la fin de 2011, il a été déterminé qu'il y avait eu collusion entre les conducteurs de camions de carburant du fournisseur, les opérateurs de pont-basculé et le personnel de l'entrepôt pour la falsification des dossiers et le détournement de livraisons de carburant. Cinq employés et trois sous-traitants ont été congédiés pour leur implication. Suite à l'enquête, TFM a institué de nouvelles procédures d'inventaire plus fréquentes du carburant et de rotation des employés chargés de mener l'inventaire.

## Transparence dans les paiements aux gouvernements

Nous souscrivons à l'Initiative de transparence dans l'industrie extractive (ITIE), qui est un engagement pour les gouvernements à divulguer les recettes et pour les entreprises pétrolières, gazières et minières à divulguer les paiements effectués aux gouvernements. La RDC et l'Indonésie sont des pays candidats à l'ITIE et, par conséquent, nos opérations de TFM et PTFI participent directement au processus. Notre opération de Cerro Verde participe également au Pérou, qui est devenu un pays conforme à l'ITIE en février 2012. En 2011, les États-Unis ont déclaré qu'ils mettraient en œuvre l'ITIE, et nous participerons et appuierons le processus de mise en œuvre.

Nos paiements aux gouvernements hôtes à travers les taxes, redevances et autres obligations sont une contribution importante au développement national, régional et local. En plus de nos engagements dans le cadre de l'ITIE, nous communiquons les paiements en espèces effectués aux gouvernements dans tous les pays où nous menons nos affaires comme présenté ci-dessous.

Paiements en espèces aux gouvernements en 2011 <sup>(a)</sup> Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (\$ en millions)	États-Unis	Chili	Pérou	Indonésie	RDC	Autres pays <sup>(b)</sup>	Total
Impôt sur le revenu de l'entreprise, Net de remboursement	396 \$	360 \$	615 \$	1 621 \$	2 \$	3 \$	2 997 \$
Retenue d'impôts sur les dividendes étrangers	-	110	-	206	-	-	316
Taxes déduites sur les salaires des employés	321	21	38	72	36	25	513
Dividendes	-	-	-	202	-	-	202
Redevances et taxes à la production	46	66	-	188	32	-	332
Impôt foncier	72	1	-	9	-	2	84
Autres taxes et frais	23	22	80	141	126	2	394
<b>Total</b>	<b>858 \$</b>	<b>580 \$</b>	<b>733 \$</b>	<b>2 439 \$</b>	<b>196 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>4 838 \$</b>

<sup>(a)</sup> Ce barème traduit l'effort de Freeport-McMoRan pour documenter ses paiements en espèces importants aux gouvernements (déduction faite des remboursements)

<sup>(b)</sup> Représente les paiements en espèces aux gouvernements par les autres filiales de Freeport-McMoRan qui se trouvent en dehors des pays où Freeport-McMoRan opère ses activités minières

Freeport-McMoRan ne tolère pas les violations des droits de l'homme. Notre politique en matière des droits de l'homme exige que nous conduisions nos affaires d'une manière compatible avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, que nous éduquions et formions nos employés et que nous protégions tout employé qui rapporte des violations présumées.

Parce que les risques varient selon le site et le pays, nous avons établi des politiques et des procédures de droits de l'homme spécifiques au site et conformes à la politique en matière de droits de l'homme de Freeport-McMoRan, aux lois et règlements du pays et aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (Principes volontaires). Nos responsables de site de la conformité aux droits de l'homme surveillent la conformité et la formation, ainsi que les mécanismes de présentation des rapports, de documentation et de suivi des griefs pour toutes les allégations en matière des droits de l'homme qui sont signalées dans les zones où nous opérons.

### Mise à jour du programme des droits de l'homme

En 2011, avec une aide extérieure, nous avons entrepris une mise à jour du processus d'évaluation de la sécurité et des risques pour les droits de l'homme en Indonésie et en RDC. Au cours de l'année, nous avons également élaboré un document d'orientation corporatif en matière de droits de l'homme, qui fournira aux opérations les attentes détaillées concernant la mise en œuvre de notre politique d'entreprise en matière de droits de l'homme et des Principes volontaires. Ce document d'orientation, qui complète les directives d'application des Principes volontaires, sera finalisé et mis en service en 2012. Notre nouvelle Liste de contrôle pour le développement de projet, développée plus avant en 2011, intègre également une évaluation initiale des répercussions sur les droits de l'homme.

Freeport-McMoRan a rejoint un groupe de sociétés volontaires pour aider à développer et à appliquer un ensemble d'indicateurs clés de performance (ICP) sur la mise en œuvre de Principes volontaires. Nous croyons que ce processus nous permettra de mieux surveiller la performance de nos sites et à l'améliorer. Nous appliquerons l'ICP dans le cadre de notre processus d'assurance 2012 intitulé Cadre de développement durable du CIMM cadre du processus de vérification du Cadre de développement durable du CIMM et en retour, nous fournirons des idées et des informations au groupe de volontaires pour développer davantage et affiner l'outil d'ICP.

### Sécurité

Les risques de sécurité près de notre opération de Grasberg en Papouasie, Indonésie, proviennent principalement de trois facteurs : la présence de défenseurs et activistes du séparatisme dans la région, la présence d'orpailleurs illégaux dans la zone du projet et les tensions sociales, politiques et ethniques au sein de la communauté locale et dans d'autres régions de la province.

Les services de sécurité interne non armés de PTFI remplissent diverses fonctions : protéger les installations, surveiller les expéditions de produits et de fournitures, participer au contrôle du trafic et assister dans des opérations d'urgence. Le district minier de Grasberg a été désigné par le gouvernement indonésien comme un des biens nationaux vitaux de l'Indonésie. Cette désignation se traduit par le fait que la police et dans une moindre mesure, l'armée, jouent un rôle important dans la protection de la zone de nos opérations. Le gouvernement indonésien est responsable de l'embauche des policiers et des militaires et dirige leurs opérations. La part de PTFI dans la participation aux dépenses pour la sécurité fournie par le gouvernement s'est élevée à 14 millions de dollars en 2011. Cette assistance supplémentaire consiste en une infrastructure et d'autres coûts, tels que nourriture, le logement, le carburant, les déplacements, la réparation de véhicules, les indemnités pour couvrir les frais accessoires et les coûts administratifs et les programmes d'aide à la communauté menés par l'armée et la police.

À PTFI, un certain nombre de fusillades par des agresseurs inconnus ont eu lieu le long de la route menant à la zone de projet, faisant neuf décès en 2011 parmi les employés, les sous-traitants et les membres de la communauté. Entre juillet 2009 et février 2012, les fusillades dans notre zone de projet ont fait 15 morts et 56 blessés. Un examen des risques, des stratégies d'engagement, des stratégies de sécurité et un appel à la justice et à une enquête complète continuent d'être des priorités pour notre direction et nos employés, ainsi que pour la communauté locale.

En 2011, PTFI a également connu son premier conflit du travail significatif, qui a abouti à une grève d'environ trois mois. Pendant la grève, il y a eu une augmentation de la tension et de l'agressivité dans la communauté et dans la zone d'opérations, avec, notamment, l'intimidation des employés qui tentaient de se présenter au travail et d'autres actes criminels ayant entraîné des dommages importants aux biens personnels et à ceux de la Société. Sans aucun rapport avec les fusillades mentionnées précédemment, au cours de la grève, un accident mortel s'est produit suite à un affrontement entre policiers et grévistes et, par la suite, un autre employé blessé dans la confrontation est mort de cause inconnue. Une enquête du gouvernement indonésien est en cours pour ces décès.

En RDC, TFM est située loin des zones de conflit dans les régions de l'est et du nord-est du pays ; elle est néanmoins confrontée à des risques de sécurité, principalement à cause des mineurs travaillant illégalement dans des exploitations artisanales dans sa zone de concession. Le gouvernement de la RDC a affecté la Police des mines à TFM dans la zone de concession. La Police des mines est une division de la Police nationale congolaise (PNC) et est responsable du maintien de la sécurité dans les concessions minières partout en RDC. TFM fournit la nourriture, le logement, des allocations monétaires et le soutien logistique, en plus de paiements directs au gouvernement en échange des forces de sécurité affectées à la zone de concession. Le coût total de ce soutien pour TFM, y compris du soutien en nature, s'est élevé à moins d'un million de dollars en 2011.

### Mécanismes de signalement

En 2011, 12 accusations de violation des droits de l'homme ont été communiquées au responsable de la conformité aux droits de l'homme de PTFI. Ces cas n'incluaient aucune allégation de violations des droits de l'homme commise par le personnel de PTFI contre la communauté, mais il y a eu un certain nombre d'incidents contre ou parmi nos employés. Cinq de ces allégations étaient des affaires criminelles, quatre étaient des cas liés à l'emploi et trois étaient des cas de harcèlement. Tous les cas ont été documentés et ont donné lieu à enquête, ou sont l'objet d'une enquête par le responsable de conformité aux droits de l'homme de PTFI ou par les autorités gouvernementales. Parmi les cinq affaires criminelles, deux comprenaient des allégations selon lesquelles les forces de sécurité publique avaient intimidé et agressé physiquement le personnel de la Société ou des sous-traitants (les deux cas impliquaient des gardiens de PTFI). La procédure de PTFI est d'informer les superviseurs directs de leurs auteurs (au moins deux échelons dans la chaîne de commandement), qui ensuite enquêtent sur cette affaire et décident de mesures disciplinaires.

En 2011, TFM a signalé un incident de droits de l'homme, dans lequel un membre de la PNC en poste à Fungurume a été vu en train d'agresser un camionneur zimbabwéen qui avait omis de s'arrêter à la levée du drapeau congolais. Un certain nombre de membres du personnel de la Société ont été témoins de l'incident et l'ont signalé au responsable de la conformité aux droits de l'homme. TFM a entamé des discussions avec le haut commandement de PNC au sujet de l'incident et profité de l'occasion pour renforcer ses attentes en ce qui concerne les règles d'engagement.

### Formation

En 2011, une formation sur le programme de droits de l'homme de PTFI et les Principes volontaires a été dispensée à plus de 1 500 policiers et militaires. Au total, PTFI a réalisé plus de 28 500 heures de formation spécifique sur la politique de droits de l'homme de la Société en 2011, touchant près de 5 000 employés de PTFI, 7 000 sous-traitants, ainsi que 1 700 personnes supplémentaires représentant des dirigeants communautaires et des organisations partenaires, des étudiants, des sous-traitants locaux, de membres de la police et des forces armées. En 2011, PTFI a incorporé une formation de sensibilisation aux droits de l'homme dans la documentation adressée à tous les nouveaux employés.

À TFM, la formation à la sensibilisation aux droits de l'homme est incorporée dans les matières de formation pour l'ensemble de l'entreprise et destinées aux nouveaux employés, ainsi que dans les modules de formation de recyclage qui ont touché 4 092 employés de TFM et sous-traitants en 2011 (plus de 4 000 heures), ce qui représente un triplement par rapport au personnel formé en 2010. TFM exige une formation sur les Principes volontaires pour tous les nouveaux employés affectés à la sécurité, ainsi que pour tout le personnel de sécurité contractuel. TFM a dispensé une formation à plus de 480 employés affectés à la sécurité, sous-traitants et personnel du gouvernement hôte (soit plus de 960 heures).

En 2011, nous avons appris qu'il y a un besoin de ressources extérieures supplémentaires pour aider à la formation et à la promotion des Principes volontaires lorsque la Société est confrontée à des risques de sécurité accrus. Nous avons également appris que la formation doit être mise au point au niveau du site et refléter la culture locale. Nombre de nos activités et formations liées aux Principes volontaires ont ciblé les employés de la Société affectés à la sécurité et les services de sécurité du gouvernement hôte, mais un effort supplémentaire est également nécessaire pour impliquer les membres de la communauté et améliorer la gestion des griefs de la communauté. Nous commençons à répondre à ces questions en 2012 grâce à la mise en œuvre de notre nouveau document d'orientation sur les droits de l'homme.

### Contrôle des produits à TFM

Freeport-McMoRan est consciente de la préoccupation internationale concernant le commerce des minerais qui sont extraits dans certaines régions de la RDC par les groupes de rebelles et qui sont utilisés pour acheter des armes, afin de financer des conflits militaires régionaux et des actes de violence contre les civils. TFM est une mine de cobalt et de cuivre et le cuivre et le cobalt ne sont pas classés comme des « minerais de conflit » en vertu de la Loi Dodd-Frank, des directives de l'OCDE et d'autres initiatives semblables. Néanmoins, TFM maintient des procédures de contrôle et de surveillance des produits pour s'assurer qu'elle n'extrait, ne traite et ne vend que les minerais provenant de la concession minière de la Société. Ces procédures comprennent des actions spécifiques, en coordination avec les autorités gouvernementales, de retour et de suivi du minerai extrait illégalement sur la concession par des mineurs artisanaux. Les procédures de contrôle et de surveillance du produit comprennent également un système en place pour le suivi des produits de cuivre et de cobalt de la mine jusqu'au point de transfert au client.

Alors que les opérations de TFM ne sont pas situées près de la région de conflit, certaines parties intéressées, y compris certains clients, se renseignent sur les processus de contrôle des produits de TFM, en raison de sa présence en RDC. De temps en temps, TFM accueille des clients de la chaîne d'approvisionnement cherchant à effectuer des contrôles des pratiques de durabilité au niveau du site, y compris des procédures de contrôle des produits. Pour aider à répondre aux demandes de renseignements des parties intéressées, au premier trimestre de 2012, Freeport-McMoRan a demandé une vérification indépendante des procédures de contrôle et de surveillance des produits de TFM au cours de son examen de vérification CIMM. Une déclaration décrivant la vérification indépendante de ces procédures peut être consultée sur notre site Web.



TFM maintient des procédures de contrôle et de surveillance des produits pour s'assurer qu'elle n'extrait, ne traite et ne vend que les minerais provenant de la concession minière de la Société. Photo : La cathode de cuivre de Tenke Fungurume Mining est étiquetée et attend la livraison et le suivi jusqu'au client.

## Participation

L'acceptation sociale de l'exploitation et de l'expansion de nos opérations dépend directement de nos relations avec la communauté. La politique communautaire de Freeport-McMoRan exige une collaboration étroite avec les acteurs locaux pour minimiser et atténuer les impacts négatifs et créer des opportunités afin de maximiser les impacts positifs. La consultation et la participation communautaires sont essentielles au succès de la communication bidirectionnelle, afin que les membres de la communauté puissent intervenir dans nos programmes, aussi bien que pour assurer la compréhension locale de nos opérations, des impacts et des plans d'atténuation. La participation s'effectue officiellement par le biais de journées portes ouvertes et des processus de réglementation, mais la participation se produit plus fréquemment par l'intermédiaire de nos représentants du programme de développement communautaire, sur le terrain.

Nous menons des études et des évaluations pour déterminer les impacts potentiels liés au projet dès le départ et former un cadre pour l'élaboration de plans d'atténuation. Par exemple, nous avons développé davantage notre Liste de contrôle pour le développement de projet pour la phase de faisabilité de nouveaux projets et expansion de mines, afin d'inclure un examen précoce des risques et des opportunités liées aux impacts potentiels sur la communauté.

Pour les opérations existantes, nous utilisons notre processus de Registre des risques du développement durable pour identifier les opportunités et les impacts sociaux et chacun de nos sites d'exploitation minière en activité a élaboré un plan quinquennal pour répondre aux préoccupations de la communauté et participer au renforcement des capacités dans les lieux où nous opérons. Mais surtout, nous maintenons des systèmes officiels de griefs dans toutes les principales opérations afin de documenter et de répondre adéquatement aux questions soulevées par les membres de la communauté.

TFM met en œuvre un Plan d'action pour la réinstallation (PAR) basé sur les législations de la RDC et les normes de performance de la Société financière internationale. La consultation et la participation communautaires constantes sont des éléments essentiels de la mise en œuvre réussie du plan. Pour plus d'informations sur le PAR de TFM, y compris son statut actuel et ses activités futures, veuillez consulter notre site Web.

## Peuples autochtones

Nos programmes de développement et objectifs d'investissement communautaires, comme en témoignent nos rapports de durabilité générale, sont largement axés sur les Papous autochtones en Papouasie, en Indonésie, les Amérindiens aux États-Unis et les communautés d'Alto Loa au Chili. Par le biais de la participation communautaire, de la promotion culturelle et de projets de préservation, de programmes de formation et de développement, nous cherchons précisément à aborder les besoins, les cultures et les coutumes des peuples autochtones qui vivent près de nos opérations.

En 2011, nous avons développé un programme officiel de participation à long terme avec des tribus amérindiennes dont la tribu Apache de San Carlos, la tribu Apache de White Mountain, la nation Hualapai, la nation Tohono O'odham et la nation Navajo. Sous la direction d'un responsable à temps plein, ce programme de participation met l'accent sur le développement économique, les ressources en eau, les initiatives féminines et des possibilités d'éducation. Par exemple, nous avons parrainé 28 élèves de la tribu Apache de San Carlos grâce à notre programme de bourses d'études universitaires amérindiennes.



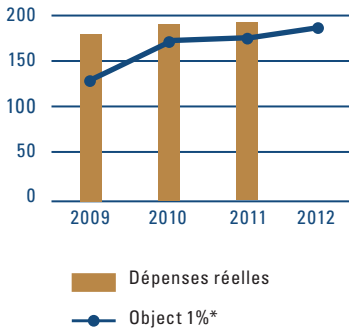
TFM a été avisée d'un site sacré sur la colline de Fwaulu au cours du processus EIES de participation des parties prenantes, pour la phase II du projet d'expansion.

Photo : Suite à la consultation de la communauté, les employés et le personnel de développement communautaire de TFM ont participé à une cérémonie traditionnelle pour déplacer ce site sacré comme le veut la coutume locale.



Photo : Notre opération d'El Abra soutient une blanchisserie dirigée par des femmes autochtones entrepreneurs à Chiu Chiu, près de Calama, au Chili.

**Investissement communautaire**  
(en millions)



\* Investir (dans l'ensemble) 1 % de la moyenne du revenu des trois dernières années comme indiqué dans les états financiers consolidés vérifiés de Freeport-McMoRan intégrés dans des programmes communautaires, notamment en contribution en nature, et dans l'administration.

**Investissement communautaire**

Les critères d'investissement social de Freeport-McMoRan sont un ensemble de directives visant à assurer que les ressources sont utilisées efficacement pour répondre aux besoins prioritaires et participer au renforcement des capacités locales, afin de soutenir les communautés lorsque nos opérations cessent. Ces critères aident à atteindre notre objectif à long terme de diminuer la dépendance de la communauté envers nos opérations et d'assurer que nous entrons dans des partenariats qui soutiennent la durabilité. Nous collaborons avec les ONG, les fondations et autres institutions communautaires et gouvernementales à l'échelle mondiale pour soutenir les initiatives de développement communautaire.

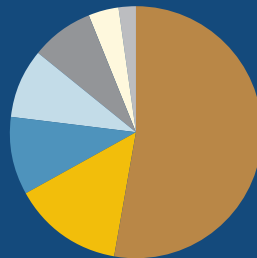
Nous avons établi des fondations communautaires ou des fonds sociaux en Indonésie, au Pérou, aux États-Unis et, plus récemment, en RDC, pour nous assurer que les communautés et les gouvernements locaux ont voix au chapitre dans la façon dont ces fonds sont utilisés. Ces fondations et fonds communautaires représentent généralement plus de 50 % de nos investissements communautaires annuels globaux. Nos dépenses annuelles d'investissement communautaire ont dépassé notre objectif de 1 % depuis leur création en 2009 ; cependant, la baisse du prix des matières premières ou d'autres conditions économiques défavorables peuvent inhiber notre capacité à atteindre ou à dépasser cet objectif de façon constante.

En Amérique du Nord, nous avons établi des fonds communautaires d'investissement dans les communautés situées à proximité de cinq de nos opérations. Les fonds – qui ont reçu plus de 2,3 millions de dollars depuis leur création – utilisent un modèle de programme novateur dans lequel un leadership communautaire local détermine la façon d'investir les fonds de la fondation Freeport-McMoRan Copper & Gold. Chaque fonds est régi par un comité composé de membres de la communauté et de représentants de la Société. Le comité examine les demandes de subvention et détermine quels programmes et projets répondent le mieux aux priorités locales.

Par le biais de la philanthropie et du bénévolat, les employés de Freeport-McMoRan se consacrent à faire de nos collectivités des endroits où il fait beau vivre et travailler. Les employés ont contribué à récolter un montant record au cours de la campagne Centraide 2011 de la Société. Les employés ont contribué plus de 1,1 million de dollars qui, lorsque combinés avec le généreux programme de don pour don de la Société, ont amenés le total à plus de 3,1 millions de dollars récoltés pour Centraide. En 2011, nous avons ajouté un employé coordonnateur bénévole à temps plein, et un nombre croissant d'employés soutiennent l'engagement de Freeport-McMoRan envers l'aide à la communauté et le développement. Rien que dans notre état d'origine, l'Arizona, les employés ont mené à bien 110 projets de service communautaire axés sur le développement de la jeunesse, l'éducation, la sécurité et l'environnement.

**Investissement communautaire en 2011**  
191 millions de dollars

- 53% Fonds fiduciaire communautaire <sup>(1)</sup>
- 14% Éducation et formation professionnelle
- 10% Sécurité, santé et environnement
- 9% Développement économique et infrastructure
- 8% Administration <sup>(2)</sup>
- 4% Divers/Autre
- 2% Réinstallation <sup>(3)</sup>



- (1) Fonds fiduciaires communautaires (axés d'abord sur la communauté) notamment le Fonds de contribution sociale bénévole du Pérou, le Fonds de partenariat pour le développement communautaire de PTFI, le Fonds fiduciaire de Amungme et Kamoro (Indonésie), et le Fonds de développement social communautaire de TFM (RDC).
- (2) Comprend les frais administratifs associés à la fourniture directe et à la gestion des services/programmes sociaux.
- (3) Associé au Plan d'Action de Réinstallation de Tenke Fungurume.



## Santé publique

Nous opérons dans de nombreux endroits du monde où l'eau potable et l'hygiène font défaut et où les populations ont un bas niveau d'éducation à la santé et un accès limité aux services de santé. En travaillant étroitement avec les gouvernements et les ONG locaux, nous consacrons des ressources importantes à l'aide aux communautés, aux peuples autochtones et aux gouvernements, pour réduire les risques à la santé publique

**PT Freeport Indonésie** Autour de nos opérations en Indonésie, le VIH/SIDA, la tuberculose (TB) et la malaria sont des maladies infectieuses qui présentent des risques pour les employés, pour leurs familles et pour la communauté locale. A travers le département en charge de la lutte contre la malaria et de la santé publique de PTFI (PHMC), soutenu par le prestataire des services médicaux, International SOS, la Société a mis sur pied des programmes d'éducation et de formation professionnelle, de prévention, de counseling, de diagnostic et de traitement.

En 2011, PHMC a formé plus de 6 400 membres de la communauté et 6 000 employés sur le VIH/SIDA. PTFI offre également des services de conseil et de dépistage volontaires confidentiels pour le VIH/SIDA (HIV/AIDS Voluntary Counseling and Testing – VCT) aux employés et aux membres de la communauté ; plus de 4 300 employés (soit une augmentation de 30 % par rapport à 2010) et 1 690 membres de la communauté ont bénéficié de ce service en 2011, dans des installations sanitaires gérées par la Société.

En collaboration avec le gouvernement local et l'organisation du développement communautaire Amungme et Kamoro (LPMK), PTFI gère une clinique à Timika qui se charge du dépistage et du traitement des cas actifs de tuberculose en mettant en œuvre la méthode du traitement de brève durée sous surveillance directe. En 2011, plus de 7 400 personnes se sont rendues à la clinique de tuberculose de Timika. En 2011, le taux de succès du traitement de la tuberculose sur 6 mois s'élevait à 93 % pour les membres de la communauté et à 89 % pour les employés. Ceci dépasse la norme pour les traitements que réalise l'Organisation mondiale de la santé (85 %). C'est une grande réussite si l'on considère la grande mobilité de la population locale, facteur qui contribue à des taux d'abandon plus élevés dans des situations similaires ailleurs.

PTFI met également en œuvre un programme de classe mondiale de lutte intégrée contre le paludisme dans sa zone de projet et dans les collectivités avoisinantes. Tous les cas confirmés de paludisme sont traités avec des médicaments dérivant d'une combinaison de haute qualité d'artémisinine (ACT) dans les cliniques et dans la communauté. En 2011, environ 11 700 cas parmi les membres de la communauté et 3 000 parmi les employés ont été détectés et traités dans les installations médicales pour les employés et la communauté gérées par la Société (une baisse de 8,6 % par rapport à 2010).



PTFI reçoit un prix de la Commission nationale de lutte contre le SIDA pour son engagement envers la prévention et la lutte contre le SIDA en Indonésie, notamment dans les communautés locales de Mimika, dans la province de Papouasie. Photo : Riza Pratama, chargée de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise pour PTFI, reçoit le prix du Ministre de la Santé, au nom de PTFI.

**Tenke Fungurume Mining** En 2008, TFM a effectué une évaluation de santé de base et a identifié les problèmes de santé et les maladies graves qui touchent la communauté locale, parmi lesquels le paludisme, le VIH/SIDA et autres maladies sexuellement transmissibles (MST), la tuberculose, la rougeole et la polio. L'afflux rapide de population dans le centre urbain de Fungurume a mis une pression supplémentaire sur l'offre déjà limitée de services de santé publique pour faire face à une demande croissante. TFM dispense actuellement des soins médicaux gratuits pour sa main-d'œuvre et personnes à charge par l'intermédiaire de son fournisseur de soins médicaux, International SOS. Dans le cadre d'un protocole d'accord entre TFM et les autorités sanitaires provinciales, TFM soutient les initiatives de santé dans la Zone de santé de Fungurume depuis 2008. Le soutien est conforme aux stratégies nationales de développement de santé et aux meilleures pratiques internationales. L'initiative est mise en œuvre avec la participation des autorités locales et nationales et avec le consentement des communautés qui agissent comme des partenaires.

TFM a mis en œuvre un programme de lutte intégrée contre le paludisme dans sa zone de projet afin de protéger le personnel, ainsi que la communauté résidant au sein de la concession. Le programme intégré se compose de différents éléments ciblant tant les vecteurs que les parasites. Une pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent, ciblant tous les ménages dans la concession, est effectuée deux fois par an et plus de 43 000 ménages ont été couverts par le programme en 2011. Le laboratoire d'entomologie sur site a établi que le moustique local vecteur du paludisme avait développé une résistance partielle à l'insecticide et en 2011 une classe alternative d'insecticide a été introduite conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé.

Tous les cas confirmés de paludisme chez les employés et les personnes à leur charge sont traités avec des médicaments ACT dans les cliniques du site. En 2011, un total de 633 cas de paludisme ont été diagnostiqués et traités, ce qui représente une diminution de 16 % par rapport à 2010 et un taux global de réduction de 66 % depuis le début du programme. Depuis que TFM a mis en œuvre un programme de lutte intégrée contre le paludisme, le fardeau du paludisme a diminué partout dans la Zone de santé de Fungurume. Deux fois par an, TFM mène des enquêtes sur la prévalence du paludisme chez les écoliers de la concession. L'enquête d'octobre 2011 a trouvé un taux de prévalence de 41 %, ce qui représente une diminution de près de 47 %, par rapport à l'enquête de référence.

TFM fournit également un programme ambitieux de prévention, de conseil et de traitement du VIH/SIDA aux employés et à leurs familles. En 2011, dans le cadre du programme de sensibilisation au VIH/SIDA sur le lieu de travail de TFM, 960 employés et personnes à charge ont reçu une formation sur la transmission et les mesures de prévention du VIH, et 810 ont reçu une éducation et une information sur les autres MST. À la suite de toutes ces activités éducatives, il y a eu une augmentation substantielle (150 % par rapport à 2010) dans le dépistage volontaire du VIH parmi les employés de TFM. Un autre aspect important du programme VIH est la prévention de la transmission de la mère à l'enfant ; en 2011, 364 femmes enceintes (employées de TFM et personnes à charge) ont reçu des conseils au cours de visites prénatales de routine et 77 % d'entre elles ont accepté d'être testées.

En 2011, une épidémie de rougeole a conduit à 6 000 cas déclarés et 73 morts dans la Zone de santé de Fungurume. TFM, en collaboration avec le gouvernement de la RDC, a mis sur pied un centre spécifique de traitement contre la rougeole et a participé à une campagne de vaccination réussie qui a touché plus de 85 000 enfants résidant dans la concession. TFM a aidé à transporter les vaccins et les fournitures, a fait don de médicaments, a imprimé et distribué du matériel éducatif et a fourni un soutien logistique.



En 2011, TFM a construit un centre de santé étendu (à gauche) à Tenke pour remplacer une installation plus âgée (à droite) d'une capacité limitée.

## Exploitation minière artisanale

À PTFI et TFM, des mineurs travaillent illégalement sur la concession minière ou dans les zones du projet, dans le cadre d'exploitations artisanales et à petite échelle. Dans les deux cas, la plupart des personnes travaillant en tant que mineur artisanal ou à petite échelle sont des étrangers qui ont migré dans la région. Ils ont un équipement et une expertise limités pour opérer dans des conditions dangereuses et sont susceptibles de créer des risques environnementaux, ainsi que de mettre leur propre santé et sécurité en péril. À TFM, les mineurs artisanaux creusent à la recherche de cobalt et de cuivre, trouvés dans des veines de surface qui abritent des gisements à haute teneur prévues pour une future exploitation par TFM, alors qu'à PTFI ils lavent l'or à la batée dans un certain nombre de bassins hydrographiques du fleuve y compris le système d'évacuation fluviale des rejets.

Outre les risques de santé liés à l'activité minière artisanale et à petite échelle, PTFI a également identifié une augmentation des conflits entre les mineurs artisanaux et à petite échelle et les gens qui soutiennent ce réseau complexe d'activités. En 2011, PTFI a demandé à une équipe d'experts de l'Université catholique Atma Jaya de Jakarta, qui avait fait un vaste travail social de référence en Papouasie, de mener une étude initiale complète de l'activité minière artisanale et à petite échelle et de ses réseaux connexes. L'équipe d'Atma Jaya collecte des informations par le biais d'observations, d'entretiens et d'enquêtes. L'étude a commencé dans la région des hautes terres et a cartographié les principaux propriétaires fonciers, les dirigeants communautaires parmi les mineurs artisanaux et à petite échelle, ainsi que tous les aspects des activités connexes autour des activités minières artisanales et à petite échelle. En 2011, l'équipe d'étude a terminé son travail de terrain dans les hautes terres et a commencé à examiner les basses terres. L'étude complète devrait être achevée en 2012 et être accompagnée d'une participation plus importante des principales parties prenantes identifiées par Atma Jaya.

PTFI surveille régulièrement l'utilisation du mercure par le biais de programmes de surveillance environnementale de routine et le mercure n'a pas été détecté à un niveau de concentration supérieur à celui naturellement présent dans l'écosystème de la rivière. Cependant, l'utilisation du mercure a été identifiée à Timika chez certains marchands d'or et PTFI a consulté les autorités afin de les encourager à travailler avec les opérateurs pour mettre fin à cette pratique dangereuse.

Les plus grands risques avec les exploitations minières artisanales en RDC concernent les questions de sûreté et de sécurité. Les mineurs illégaux creusent des galeries souterraines et des tunnels pour accéder aux gisements de minerai et les conditions de travail sont instables et dangereuses. Les mineurs artisanaux sur la concession de TFM n'utilisent pas d'équipement de protection, et l'état des sols pendant la saison des pluies rend des activités minières artisanales dangereuses. En 2011, deux mineurs illégaux ont été tués après avoir été coincés dans une grotte sur la concession de TFM. Un mineur illégal a également été tué dans un glissement de terrain près de Fungurume. Dans les deux cas, des opérations de secours ont été effectuées par les autorités locales, TFM fournissant la main-d'œuvre et le soutien logistique.



Pour augmenter la compréhension par la communauté des risques du mercure, notre opération de PTFI a élaboré un programme d'éducation au mercure. Le programme comprend des séances pour les employés ainsi que pour les mineurs artisanaux, les groupes communautaires, les groupes religieux et le personnel de sécurité de la région fourni par le gouvernement. Photo : Edy Junaedi de la direction de l'environnement de PTFI en train de former un groupe de jeunes chrétiens à Timika sur les dangers du mercure pour l'environnement et la santé.



Photo : En 2011, nous avons achevé la construction d'un brûleur de soufre à Safford. L'usine fournit une source plus rentable d'acide sulfurique utilisé dans les opérations de lixiviation de cuivre et permet une diminution des coûts de transport. Non seulement l'usine produit de l'acide sulfurique, mais la chaleur créée dans le processus est utilisée pour produire de la vapeur à haute pression qui alimente une turbine pour produire 15 mégawatts d'électricité. L'électricité est utilisée par l'usine et les installations de traitement, y compris la cuve, et permettra à la Société d'économiser environ 5,7 millions de dollars par an en coûts d'énergie.

Notre politique en matière d'environnement repose sur notre objectif de nous conformer aux lois et règlements et de minimiser les impacts sur l'environnement en utilisant les stratégies de gestion des risques fondées sur des données valides et scientifiquement solides. Elle exige que nos filiales et nous examinions et prenions en compte les effets sur l'environnement de chaque activité, qu'il s'agisse d'exploration, d'extraction ou de transformation et que nous planifions et réalisons la conception, le développement, le fonctionnement et la fermeture de chaque installation d'une manière qui optimise l'utilisation économique des ressources tout en réduisant les effets nocifs pour l'environnement.

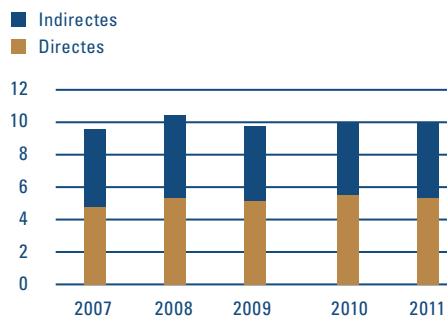
### Énergie et gaz à effet de serre

Nos exploitations de mines de cuivre nécessitent des quantités importantes d'énergie, principalement du carburant diesel, des achats d'électricité, du charbon et du gaz naturel. La réglementation potentielle des émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation des coûts associés pour le carburant, les achats d'électricité et autres apports clés peuvent avoir des effets négatifs sur notre coût de fonctionnement.

En 2011, nos émissions de gaz à effet de serre totales dans le monde entier, mesurées en émissions équivalentes de dioxyde de carbone, étaient relativement stables par rapport à 2010, à environ 10 millions de tonnes métriques, divisées entre les émissions directes (54 %) et les émissions indirectes (46 %). La diminution des émissions directes de notre centrale électrique au charbon en Indonésie en raison de la grève au quatrième trimestre de 2011 a été essentiellement compensée par une augmentation de consommation de diesel principalement dans nos opérations en Amérique du Nord.

La plupart de nos émissions directes proviennent de la combustion du carburant des camions de transport, suivie par la combustion de carburants pour fournir de l'énergie pour le grillage, la fusion et autres procédés. Nos activités d'exploitation minière ont lieu, pour l'essentiel, dans des mines à ciel ouvert. Lorsqu'une mine à ciel ouvert prend de l'âge, la distance du transport routier augmente et les camions de transport doivent déplacer le minerai sur une distance supplémentaire jusqu'à l'installation de traitement. Lorsque les conditions du marché nécessitent l'extraction et le traitement de minerai de qualité inférieur, les camions de transport doivent déplacer plus de matériel. Notre plan minier quinquennal actuel montre une augmentation de la consommation de carburant du fait d'un transport plus long et plus raide. Comme tel, sans changement technologique important, nos plans d'affaires indiquent une augmentation des émissions directes (tant absolues que fondées sur l'intensité).

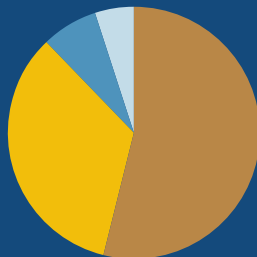
#### Total des émissions en équivalent dioxyde de carbone en millions de tonnes métriques



Nous nous sommes soumis à une vérification indépendante de notre inventaire d'émissions de gaz à effet de serre de 2007 à 2011. La déclaration de vérification est disponible sur notre site Internet.

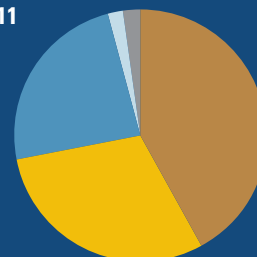
#### Émissions en équivalent dioxyde de carbone en 2011 selon le type de combustible

- 54% Hydrocarbures liquides
- 34% Charbon
- 7% Hydrocarbures gazeux
- 5% Autres



#### Total des émissions en équivalent dioxyde de carbone en 2011 par région

- 42% Amérique du Nord
- 30% Indonésie
- 24% Amérique du Sud
- 2% Afrique
- 2% Europe



Les émissions indirectes sont généralement les émissions des fournisseurs externes auxquels nous achetons l'électricité que nous utilisons dans nos opérations. En 2011, environ 54 % de notre électricité achetée provenait de sources d'énergie à faibles émissions de carbone faibles ou renouvelables (nous produisons toute notre énergie dans notre exploitation minière d'Indonésie et nous travaillons avec le gouvernement sur une étude pour développer un projet hydroélectrique important en Papouasie). La consommation d'électricité achetée devrait augmenter à mesure que nous construisons et exploitons de nouvelles sources de distribution et d'approvisionnement en eau, comme des projets de dessalement. Le concassage, le broyage et l'extraction par solvant/électrolyse sont les processus consommant le plus d'énergie dans nos installations. Sous la direction du Groupe de travail sur les gaz à effet de serre de Freeport-McMoRan, nous évaluons l'optimisation de l'utilisation de l'énergie dans ces processus. Nous espérons que l'utilisation de nouvelles technologies de broyage associée à l'accroissement de notre production sera significativement plus efficace énergétiquement que les équipements utilisés actuellement dans la plupart des installations. Par exemple, dans le Colorado, nous exploitons la mine de molybdène Henderson, qui a été en opération depuis 1976 et la mine de Climax, qui a démarré ses opérations au premier trimestre de 2012. Le circuit de flottation de la mine de Climax maximise l'utilisation de l'écoulement par gravité et d'un équipement moderne plus grand, nécessitant ainsi 30 % de puissance installée en moins que Henderson, pour traiter une production similaire.

### Conformité

Nos opérations respectent les normes des systèmes de gestion de l'environnement de la certification ISO 14001 (TFM et Climax devraient être certifiées ISO 14001 en 2012/2013). Toutes les opérations sont l'objet d'audits indépendants annuels des systèmes de gestion de l'environnement ISO 14001, pour s'assurer que les normes sont respectées. En 2011, nous avons effectué des vérifications de conformité environnementale internes dans neuf installations, conformément à notre politique de vérification environnementale et nos opérations sont régulièrement inspectées par les organismes de réglementation. Tous les sites ont des systèmes de gestion des actions correctives et préventives pour les résultats de vérification.



Photo : Une installation solaire de 15,5 mégawatts a été mise en place sur le terrain de la Société à Bagdad, en Arizona. Notre opération de Bagdad achète l'énergie produite dans l'installation, ce qui représente 5 % des besoins en électricité de l'opération et devrait faire économiser à la Société plus de 700 000 \$ annuels. L'installation devrait fonctionner pendant 25 ans.

Indicateurs de conformité environnementale	2007	2008	2009	2010	2011
Déversements ou fuites de produits chimiques dangereux ou toxiques	104	85	26	10	11
Notice de Violation relative au dépassement des seuils, aux déversements, aux fuites, ou autres questions de conformité	13	4	6	6	6
<b>Pénalités environnementales</b>	<b>140 900 \$</b>	<b>91 151 \$</b>	<b>93 039 \$</b>	<b>3 420 \$</b>	<b>5 000 \$*</b>

\*Voir la description des objectifs à la page 11.

Eau\*

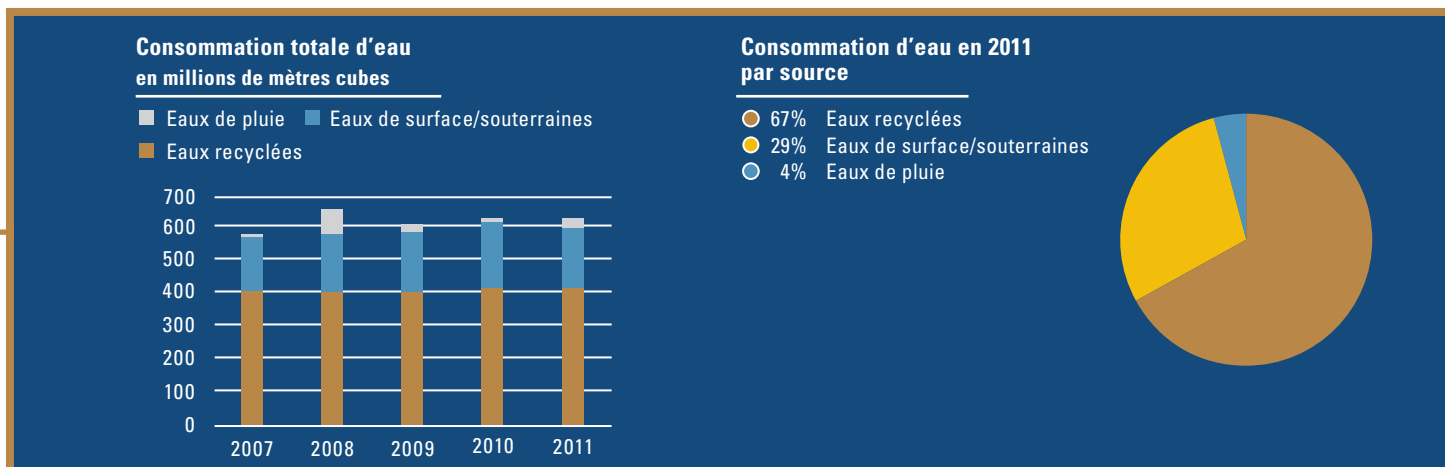
En 2011, nous avons utilisé environ 617 millions de mètres cubes d'eau dans nos procédés d'exploitation, parmi lesquels environ 67 % étaient de l'eau recyclée. Comme le montre le graphique ci-dessous, notre consommation d'eau globale, y compris l'eau recyclée, est demeurée relativement constante au cours des cinq dernières années. Comme nous avons des projets de croissance attrayants qui devraient faire augmenter notre production de cuivre au cours des quatre prochaines années, nous prévoyons que notre consommation d'eau va augmenter. Par conséquent, nous continuons à allouer des ressources importantes pour évaluer les options d'approvisionnement en eau et gérer efficacement les ressources en eau au sein de nos opérations. En 2011, nos sites ont continué à élaborer des modèles de bilan hydrique détaillés, afin d'identifier les possibilités pour une gestion plus efficace de l'eau.

La concurrence est importante entre les utilisateurs pour un accès permanent à l'eau. Si nous ne sommes pas de bons gestionnaires des ressources en eau, nous pourrions faire face à des risques de réputation, notamment auprès des communautés locales. C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec les acteurs locaux sur des projets concernant l'eau, afin de soutenir nos plans d'exploitation, mais également d'aider à soutenir les communautés lorsque nos opérations auront pris fin. Au Pérou, par exemple, notre mine de Cerro Verde continue de travailler sur le projet de partenariat en eau potable pour Arequipa, pour la mise en place d'usines de traitement de l'eau et des eaux usées. Une fois que Cerro Verde aura obtenu une licence pour l'eau traitée, celle-ci devrait servir à compléter son approvisionnement en eau actuel, pour accompagner l'agrandissement potentiel du concentrateur.

Au Chili, dans le cadre de notre stratégie globale d'approvisionnement en eau de la mine de Candelaria, nous avons achevé la construction d'un pipeline pour acheminer l'eau traitée d'une installation de traitement des eaux usées située à proximité. En outre, nous avons terminé la conception et commencé la construction d'une usine de dessalement qui pourvoira aux besoins en eau à long terme de Candelaria et compensera l'utilisation de l'eau souterraine appauvrissant un aquifère dans le bassin du fleuve Copiapó. L'usine devrait être terminée au début de 2013 pour un investissement en capital d'environ 300 millions de dollars. Notre opération d'El Abra au Chili mène également des études pour évaluer la faisabilité de la construction d'une usine de dessalement, près de l'océan Pacifique, pour traiter l'eau de mer pour une possible augmentation du broyage ou de la production de minerai sulfuré.



Notre opération de Candelaria au Chili élargit ses sources d'approvisionnement en eau en raison de l'épuisement rapide de l'aquifère du fleuve Copiapó. Photo : Freeport-McMoRan investit environ 300 millions de dollars pour construire une usine de dessalement près de l'océan Pacifique et un pipeline vers son lieu d'opération. La construction devrait être achevée au début de 2013 et, une fois en service, l'usine de dessalement pourvoira aux besoins d'approvisionnement en eau à long terme de Candelaria.



\* Note : Les données liées à l'eau dans cette section excluent les quantités associées à toutes les installations situées en Arizona, en raison d'instructions judiciaires sur l'eau en cours.

## Eau contaminée

L'extraction minière et le traitement des métaux peuvent avoir des répercussions sur le site et hors du site pour la qualité de l'eau, que nous essayons d'éviter ou de minimiser. Par exemple, les caractéristiques géochimiques des déchets minéraux sont analysées pour identifier les décisions à prendre en vue de minimiser les impacts potentiels sur les ressources en eau dans et à proximité de nos installations. Toutes les opérations ont des systèmes de surveillance des paramètres de qualité de l'eau, afin de respecter les règlements et les exigences des permis.

En 2011, nous avons mené des enquêtes concernant l'impact sur l'eau provenant des sources de surface, du rejet des eaux pompées, des infiltrations de résidus sulfatés et des infiltrations de solutions de lixiviation et de process, dans plusieurs sites d'exploitation et installations abandonnées (opérations historiques). Ces enquêtes ont été menées aux États-Unis, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Espagne et en RDC. Dans certains cas, nous avons mis en œuvre des stratégies de confinement et de traitement actif de l'eau, tout en fournissant un approvisionnement alternatif en eau aux propriétaires de puits pompant des eaux souterraines contaminées par le sulfate.

Par exemple, dans notre ancienne fonderie de zinc de Blackwell, dans l'Oklahoma, qui a fermé en 1974, les solutions de process s'écoulant d'un étang, ont contaminé les eaux souterraines avec du cadmium et du zinc. En 2011, nous avons exploité un système d'extraction des eaux souterraines conçu pour contenir les eaux souterraines contaminées. Nous avons extrait 64 millions de gallons d'eau que nous avons traités pour en éliminer les métaux, avant de rejeter l'eau propre dans une rivière locale. À moins d'une avancée technologique, nous prévoyons d'exploiter les puits d'extraction et les usines de traitement pendant des décennies.

## Stériles et résidus miniers

Les stériles (y compris les morts-terrains) et résidus miniers que nous produisons représentent notre plus gros volume de déchets. En 2011, nous avons produit environ 283 et 219 millions de tonnes métriques de stériles et de résidus miniers, respectivement. Les principaux risques de gestion des amas de résidus miniers et de stériles concernent la stabilité structurelle, le drainage rocheux acide (DRA) et la génération de poussière. La gestion de ces déchets est très réglementée dans les juridictions où nous opérons et nos programmes sont conformes aux lois nationales, étatiques ou locales applicables, ainsi qu'aux permis et aux études d'impact environnemental approuvées.

Freeport-McMoRan exploite actuellement 14 installations de stockage de résidus miniers (tailings storage facilities – TSF) et gère 59 TSF qui sont inactives ou ont été entièrement remises en état. La stabilité des TSF est surveillée par le personnel de l'ingénierie interne et par des entreprises d'ingénierie contractuelles à l'aide d'instruments comme des équipements de mesure manuels et automatisés. Dans les TSF situées dans des zones arides, le programme de gestion de résidus miniers comprend des mesures pour réduire les émissions fugitives de poussières de la surface des bassins de retenue des résidus et la capture et la réutilisation de l'eau des résidus remise en état afin de diminuer la consommation d'eau douce. Aux États-Unis, 14 dépassement des seuils ont été signalés, liés à la poussière soufflée en provenance du TSF; 10 de ces événements se sont produits dans notre mine de Sierrita, en Arizona. Pour plus d'informations sur la mise en œuvre des mesures de contrôle de poussière à Sierrita, veuillez consulter notre site Web.

Nous avons mené des inspections annuelles sur le terrain dans 10 TSF opérationnelles et 35 fermées en 2011, dans le cadre de notre programme de gestion des résidus miniers. Le programme, qui est réalisé par un groupe interdisciplinaire composé de la direction de la Société, d'experts internes et de consultants externes, comprend des examens des questions opérationnelles, des tendances du niveau de la nappe phréatique, des plans de stockage, des contrôles hydrologiques, de la gestion des eaux d'infiltration, des systèmes de décantation, de l'intégrité structurelle et des évaluations de la stabilité.

Comme signalé précédemment, à PTFI nous empruntons la voie fluviale pour transporter les matériaux du concentrateur dans les montagnes à une zone de dépôt désignée, conçue et gérée dans les basses terres et les zones côtières comme approuvé par le gouvernement indonésien. Le comité d'examen de la gestion des résidus de PTFI se réunit pour examiner les données de surveillance et formuler des recommandations opérationnelles spécifiques en vue d'améliorer la conception et la construction des levées et la performance d'ensemble du système. Veuillez consulter notre site Web pour plus d'informations sur le système d'évacuation fluviale des rejets à PTFI.

Les stériles et les morts-terrains sont conservés sous forme de remblais pour une éventuelle récupération future des minerais, une remise en état ou d'autres projets. Les remblais de morts-terrains et de stériles sont évalués pour la stabilité de la structure et les critères locaux de conception sismique et surveillés régulièrement. Freeport-McMoRan est un membre actif du réseau international pour la prévention de l'acide, qui travaille à la question de la gestion du DRA à l'échelle mondiale, grâce au partage des meilleures pratiques.

### Remise en état

La remise en état des mines consiste soit à transformer les terres utilisées auparavant par l'exploitation minière en des terres rentables économiquement, soit à tout simplement les restaurer à leur état naturel ou semi-naturel. Une équipe de plus de 600 gestionnaires de projet, d'experts techniques et d'opérateurs d'équipement de Freeport-McMoRan est mobilisée par des projets de remise en état des zones qui ne sont plus requises pour les opérations actuelles ou futures.

En 2011, la remise en état à grande échelle des remblais s'est poursuivie à la mine de Miami en Arizona, où environ 1 000 acres sont en cours de réhabilitation. La reprise de l'extraction minière à Miami a produit une synergie opérationnelle efficace entre les activités minières et celles de remise en état, car une grande partie des produits stériles extraits pour développer le gisement est un matériau de recouvrement de qualité utilisé pour la remise en état des remblais et des rejets miniers à des fins d'assainissement. La remise en état à grande échelle des résidus miniers s'est poursuivie à la mine de Chino au Nouveau-Mexique en 2011 (3e année d'un projet sur 4 ans) où, en coordination avec les organismes d'état, nous réhabilitons environ 2 000 acres de résidus miniers qui ne sont plus nécessaires à nos opérations.

À Hidalgo (site d'une ancienne fonderie) au Nouveau-Mexique, nous avons terminé la remise en état des bassins d'évaporation historiques et à la mine de Bisbee (pas en fonctionnement) en Arizona, nous avons terminé la remise en état d'un amas historique de 30 acres et démarré des activités de remise en état d'anciens résidus miniers sur une superficie de 870 acres, en 2011. Cela s'inscrit dans un projet de réhabilitation volontaire des résidus miniers sur deux ans, qui permettra à nos équipes d'évaluer des modèles novateurs de remise en état pouvant être appliqués par une autre Société possédant des installations de résidus miniers.



juin 2008



avril 2012

Le projet intercalaire de Webster s'occupe d'installations environnementales anciennes créées au cours d'un siècle d'opérations dans notre site d'extraction et de traitement des minerais de Miami, en Arizona. Les installations du projet représentent plus de 800 acres de terres perturbées et comprennent des remblais de morts-terrains, des résidus de l'usine de lixiviation et une zone appelée le lac Webster, qui a servi de réservoir de solution de process pendant plus de 40 ans. En 2008, nous avons commencé la remise en état des résidus de l'usine de lixiviation (ci-dessus) qui ont été déposés périodiquement depuis la fin des années 1920, jusqu'au milieu des années 1970. Les résidus sont renivelés et plafonnés et des structures de contrôle de la surface de l'eau sont construites pour rediriger le flux et minimiser l'infiltration. Une couche finale de terre végétale permettra l'établissement de graminées indigènes et d'arbustes adaptés au désert, qui pourront servir d'habitat pour la faune et de pâturage en rotation pour le bétail.



## Biodiversité

Nous cherchons à réduire au minimum l'impact de nos opérations et lorsque cela est possible, à sauvegarder et à améliorer la biodiversité. Sous la direction de notre groupe de travail sur la biodiversité (Biodiversity Task Force – BTF), toutes les mines en exploitation sont tenues d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de gestion de la biodiversité (Biodiversity Management Program – BMP). Les BMP comprennent des inventaires de la biodiversité soutenus par une vérification sur le terrain, une évaluation des risques liée aux systèmes de gestion de l'environnement au niveau du site et l'identification des possibilités d'amélioration de l'habitat faunique, ou la promotion de la conservation des espèces. Les plans d'action sur la biodiversité au niveau du site (Biodiversity Action Plan – BAP) décrivent des tâches spécifiques pour promouvoir ou améliorer la biodiversité ou pour éviter, minimiser ou atténuer les impacts. Les BAP peuvent, dans certains cas, être requis par les processus réglementaires, mais la plupart sont volontaires et menés en partenariat avec des parties intéressées, comme les organismes de conservation locaux.



PTFI, en coopération avec le centre de conservation des ressources naturelles (Great Hall of Natural Resources) de la Papouasie, facilite le rapatriement des animaux endémiques de Papouasie, qui ont été capturés par des braconniers.  
Photo : un cacatoès soufré est relâché dans la nature.

En 2011, tous les sites d'opérations minières ont conduit des inventaires de la biodiversité sur les terres leur appartenant, louées ou gérées, dans les limites de leurs opérations actives. Les inventaires de la biodiversité comprennent des cartes de délimitation de l'habitat, des descriptions de l'écorégion, l'identification de zones protégées ou des zones de haute valeur en matière de biodiversité et une liste de la faune et de la flore représentative, y compris les espèces protégées au niveau local, national ou international, habitant la zone d'étude. Ces inventaires sont des apports clés pour nos plans de gestion des terres à long terme, qui devraient être achevés en 2012. Les plans de gestion des terres superposeront les informations sur les ressources biologiques et culturelles à nos plans d'exploitation minière, afin que nous puissions prendre des décisions éclairées pour minimiser ou atténuer les futurs impacts, dans la mesure du possible.

En 2011, le groupe de travail sur la biodiversité a commencé à travailler avec les opérations afin d'évaluer le risque pour la biodiversité par catégorie (mineur, modéré, important et majeur) à l'aide de critères écologiques spécifiques. Par exemple, un risque modéré pour la biodiversité peut être identifié, s'il y a un potentiel pour l'établissement d'espèces non indigènes qui peut être contrôlé efficacement par des mesures de gestion. Lorsque les évaluations des risques seront terminées, en 2012, s'il n'est pas déjà en place, un BAP sera élaboré pour tout risque pour la biodiversité de catégorie majeure ou importante.

Quatre opérations internationales, y compris PTFI et nos trois sites en Amérique du Sud, ont été certifiées comme *un habitat faunique* par le Conseil des habitats fauniques (WHC) en 2011. Ces sites, ainsi que quatre opérations américaines déjà certifiées, ont été reconnus pour les efforts volontaires entre la direction, les employés et les membres de la communauté pour créer des habitats fauniques sur les terres de la Société, en fournissant de la nourriture, de l'eau, un abri et de l'espace pour la faune.

Nous continuons à participer à des ateliers et à des initiatives liés au domaine des services écosystémiques. En 2011, nous avons participé à une étude comparative de la biodiversité et des services écosystémiques dans le secteur des industries extractives, menée par la Natural Value Initiative. Grâce à ce processus et à notre engagement auprès des parties intéressées, nous comprenons qu'il y a un vaste éventail de définitions, d'indicateurs et de divulgations utilisées par des entreprises pour communiquer sur la gestion des risques et des opportunités pour la biodiversité. Au fur et à mesure de l'évolution de ce domaine, nous continuerons à améliorer la communication sur nos systèmes et initiatives de biodiversité.

## DÉCLARATION D'AUDIT

Le rapport Cap sur le développement durable (WTSD) de 2011 de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., y compris l'information référencée dans l'index de contenu de la Global Reporting Initiative (GRI) G3 publiée sur le site Web de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., a été préparé par la direction de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., qui est responsable de la collecte et de la présentation de cette information.

### Champ d'application

Il a été demandé à Corporate Integrity Limited, conformément aux instructions de la direction de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., d'effectuer:

1. Un examen des politiques et des systèmes en place relatifs au Cadre de développement durable (DD) du CIMM en utilisant comme base, le Cadre de développement durable du CIMM : Procédure de vérification et lignes directrices du GRI G3 sur les divulgations de gestion
2. Un examen des déclarations concernant le rapport WTSD de 2011 et les informations référencées par l'index du contenu GRI G3 ; et
3. 3. Un examen des données/informations qualitatives et quantitatives sélectionnées comme étant à signaler d'après les lignes directrices de la GRI G3 et des indicateurs de performance, y compris les indicateurs se trouvant dans le Supplément du Secteur mines et métaux de la GRI.

Notre travail d'assurance a couvert les matières 1 à 5 mentionnées dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification.

Le champ d'application du travail de vérification couvre toutes les opérations de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., définies par les lieux qui figurent dans ce rapport WTSD de 2011. Le travail a consisté en des examens des documents sélectionnés, des entrevues et des visites à :

- la mine de Bagdad, États-Unis
- la mine de Tenke Fungurume, RDC
- la mine et fonderie de Miami, États-Unis
- la mine d'El Abra, Chili
- les mines de Tyrone et Chino, États-Unis
- les mines de Candelaria et Ojos del Salado, Chili
- le broyeur à barres pour cuivre d'El Paso, États-Unis
- le siège social, Phoenix, États-Unis

Le programme de visite de sites fait partie d'un processus continu de visite de tous les principaux sites miniers de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. sur une période de trois ans. Depuis 2009, une vérification externe au niveau du site a été effectuée au moins une fois dans toutes les opérations d'exploitation minière de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. Bien que la portée de l'examen de 2011 incluait initialement les opérations de PT Freeport en Indonésie, il n'a pas été possible de procéder à une visite du site en raison de problèmes de sécurité et cet examen a été limité à une évaluation documentaire.

### Découvertes majeures

Sur la base de notre examen, de son champ d'application et de ses limites :

- Rien n'a attiré notre attention sur le fait que les informations livrées par Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. dans le rapport WTSD de 2011 et les informations référencées par l'index du contenu de la GRI G3 en ce qui concerne la mise en œuvre de l'engagement de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. sur la vérification du CIMM à l'égard des matières 1 à 4 était erroné dans sa matérialité.
- Rien n'a attiré notre attention sur le fait que le niveau d'application d'auto-déclaration de A + de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. par rapport à la période indiquée vis à vis des lignes directrices du développement durable de la GRI G3 était erroné dans sa matérialité.

### Méthodologie

Par l'examen de documents et des entretiens menés dans les sites sélectionnés et au siège social, les activités ont consisté en :

#### Pour les matières 1 à 3 dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification

1. Un examen des politiques de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. et leur harmonisation avec les 10 Principes du développement durable du CIMM et la déclaration de position du CIMM au niveau du siège social et des sites.
2. Un examen des processus en place pour identifier et hiérarchiser les risques et opportunités du DD au niveau du siège social et des sites au cours de la période considérée et les résultats du processus d'identification et de priorisation
3. Un examen des systèmes et des approches que Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. utilise pour gérer les risques et opportunités identifiés du DD et pour mettre en œuvre les 10 Principes du DD du CIMM aux niveaux du siège social et des sites.

**Pour les matières 4 et 5 dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification**

4. Examen des procédures d'opérations normalisées (SOP) pour la collecte et l'assimilation de l'information relative au travail réalisé rapporté selon la GRI G3 qui comprend :
  - a. Une évaluation du risque de mal formuler les informations rapportées pour les indicateurs quantitatifs signalés. L'évaluation a examiné les données de performance fournies au niveau des sites pour les indicateurs de la GRI et considérées comme matérialité dans le contexte des renseignements déclarés au niveau de l'entreprise. Sur cette base, certains indicateurs ont été sélectionnés pour les activités de vérification sur les sites choisis. La méthodologie d'évaluation était fondée sur la norme ISO 31000:2009, Gestion des risques – Principes et lignes directrices.
  - b. Un examen des données contenues dans le rapport ainsi que les processus de collecte et de consolidation au siège social.
5. Examen des déclarations faites dans le rapport WTSD de 2011 et l'information référencée dans l'index de contenu de la GRI G3 concernant les processus de développement durable de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. et de ses réalisations en 2011, notamment sa mise en œuvre du Cadre de DD du CIMM. Il s'agissait d'entrevues avec les hauts cadres de niveau VP et les examens de la documentation à l'appui des renseignements déclarés au niveau du siège social ainsi que d'une entrevue avec le Président directeur général, le Directeur financier général et le Directeur administratif.
6. Examen et analyse sélective pour l'exactitude des déclarations qualitatives dans le rapport WTSD de 2011 et les informations référencées dans l'index de contenu de la GRI G3.
7. Évaluation du niveau de l'application auto-déclarée du rapport contre les directives de développement durable de la GRI G3 et la version finale 2011 du Supplément du Secteur mines et métaux auto-déclarée au niveau A +.

**Limites du travail accompli**

Ce travail a été effectué en vérifiant des échantillons d'informations et les documents mis à disposition par Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. au cours de la période de vérification.

Les informations fournies, qui ont été considérées comme indépendamment vérifiées par des tiers, ont été considérées comme vérifiées de manière adéquate et n'ont pas été sujettes à une nouvelle vérification par Corporate Integrity.

Les opérations de PT Freeport en Indonésie n'ont pas été visitées. La vérification pour cette opération s'est basée sur un examen de documents pour certaines informations, mis à disposition avant et pendant la visite du siège social et des entrevues avec le personnel pertinent, y compris le Président de Freeport-McMoRan pour l'Indonésie.

Nos procédures de collecte des éléments de preuve ont été conçues pour obtenir un niveau limité de vérification sur lesquels baser nos conclusions.

La déclaration de vérification fournie par Corporate Integrity n'est pas censée être utilisée comme conseil ou comme base pour quelque décision que ce soit, y compris, sans limites, les décisions financières ou d'investissement.

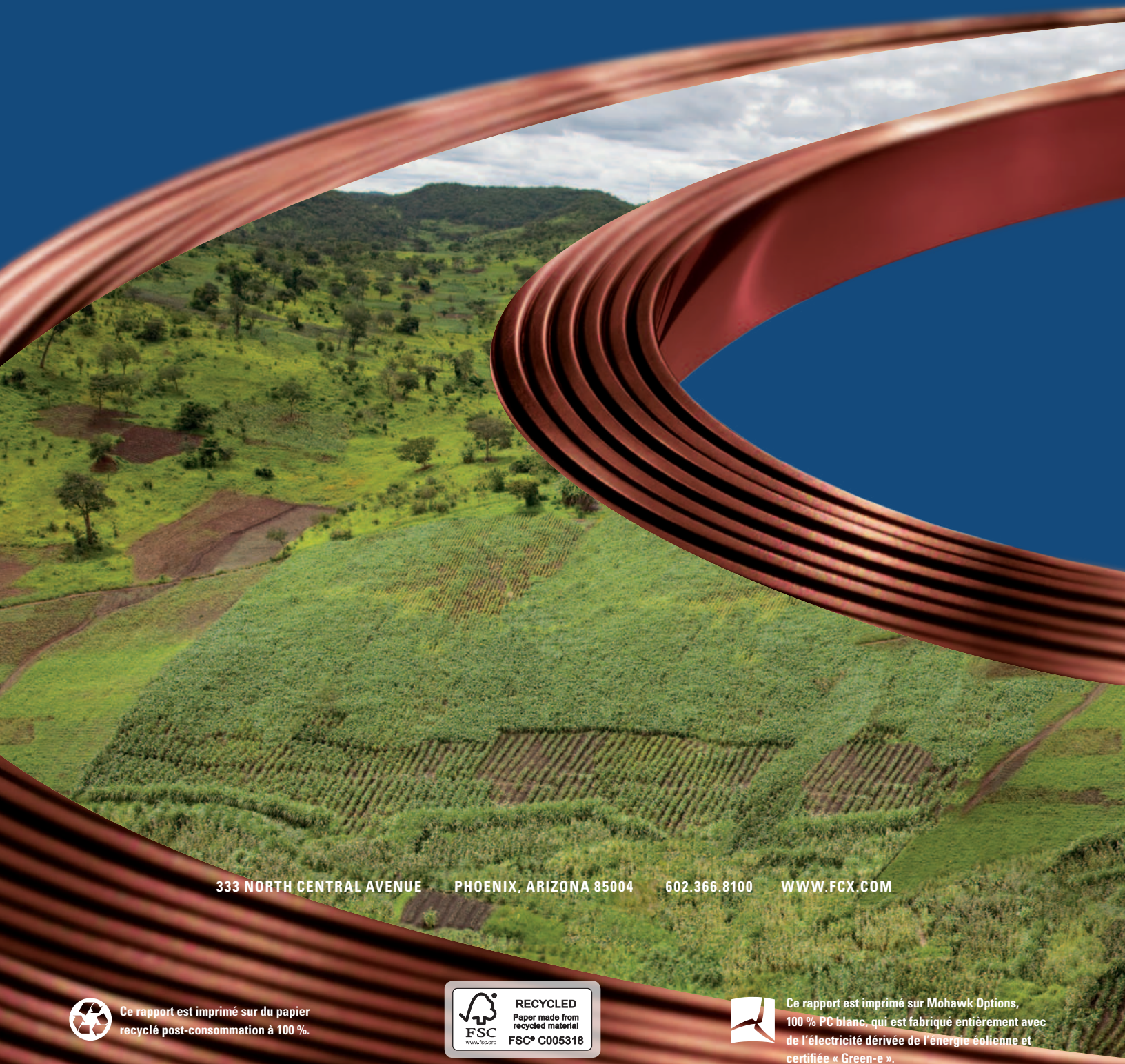
**Déclaration d'indépendance**

L'indépendance de notre équipe a été examinée et aucun des assesseurs de Corporate Integrity impliqués dans ce projet ne présente un conflit d'intérêts susceptible de compromettre l'intégrité de cette déclaration de vérification.

**Normes appliquées à cette déclaration**

Norme internationale sur la vérification, Assurance ISEA3000 (révisée) – Assurance Engagements other than Audits & Reviews of Historical Financial Information (missions de vérification autres que les missions d'audit ou d'examen limité d'informations financières historiques), publiée par l'IIAASB

**Corporate Integrity Ltd.**



333 NORTH CENTRAL AVENUE PHOENIX, ARIZONA 85004 602.366.8100 WWW.FCX.COM



Ce rapport est imprimé sur du papier recyclé post-consommation à 100 %.



**RECYCLED**  
Paper made from  
recycled material  
FSC® C005318



Ce rapport est imprimé sur Mohawk Options, 100 % PC blanc, qui est fabriqué entièrement avec de l'électricité dérivée de l'énergie éolienne et certifiée « Green-e ».